

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2831

22 novembre 2012

### SOMMAIRE

All-Sport International SA, SPF .....	135842	Globesoft International S.à r.l. ....	135879
Alternative Property Income Venture S.C.A. ....	135880	Hill-Rom Singapore Holdings S.à r.l. ....	135878
Amas Holding SPF .....	135843	HWB InvestWorld .....	135854
Bridan S.à r.l. ....	135875	HWB InvestWorld .....	135854
Bridan S.à r.l. ....	135875	HWB InvestWorld .....	135854
Bridan S.à r.l. ....	135875	Immo Teb SA .....	135844
Bridan S.à r.l. ....	135875	IS European Projects Sàrl .....	135879
Bridan S.à r.l. ....	135875	IS European Projects Sàrl .....	135884
Burglux S.A. Holding .....	135843	Jay-Jay S.A. ....	135842
Calumite S.A. ....	135871	KGJ Investments S.A., SICAV-SIF .....	135854
Camuzzi International S.A. ....	135885	Levant Energy Ventures .....	135878
Chaussures Léon S.à r.l. ....	135875	Luxco Properties 9 Sàrl .....	135880
Comores Investments S.A. ....	135885	Luxite Finance S.A. ....	135871
Composite S.A. ....	135886	Madliena S.A. ....	135876
Condor Trading S.A. ....	135886	Nomina S.A. ....	135843
DWS Funds .....	135871	Ohana Luxembourg S.à r.l. ....	135878
Eich Immo S.A. ....	135886	Participaciones Inversiones Portuarias (P.I.P.) S.à r.l. ....	135884
EIM Participations Luxembourg S.A. ....	135886	Patrik Enblad S.à r.l. ....	135872
El Perini Holding S.A. ....	135887	Patrimoine & Consulting Luxembourg S.A. .....	135871
El Perini Holding S.A. ....	135886	Ribeauvillé Investments S.A. ....	135842
Emfasis Mailing & Billing I S.à r.l. ....	135885	Skype Technologies .....	135884
EMG Iron Ore HC Lux S.à r.l. ....	135887	Stemel Carinvest S.A. ....	135844
Enero Warehouse Leasing Finance S.à r.l. .....	135887	UBP Multifunds .....	135883
Essential Finance S.A. ....	135887	Victor Immo S.A. ....	135885
Estation .....	135888	Vontobel Europe S.A. ....	135884
Ether .....	135888	Watson Pharma Actavis S.à r.l. ....	135844
Finanim S.A. ....	135876	YK Luxembourg S.à r.l. ....	135872
FleetCor Luxembourg Holding2 .....	135888		
Future Group Investments .....	135888		

**All-Sport International SA, SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 39.673.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le *10 décembre 2012* à 16:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2012151362/795/15.

---

**Ribeauvillé Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 97.549.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

**STATUTORY GENERAL MEETING**

which is going to be held extraordinarily at the address of the registered office, on *12 December 2012* at 15.00 o'clock, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at 31 December 2011.
3. Resolution to be taken according to article 100 of the law of 10 August 1915.
4. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
5. Elections.
6. Miscellaneous.

*The board of directors.*

Référence de publication: 2012151363/534/18.

---

**Jay-Jay S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3898 Foetz, 11, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 159.640.

Les actionnaires de la société sont invités à participer à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

des actionnaires de la Société qui se tiendra au 11, rue du Brill, L-3898 Foetz le *12 décembre 2012* à 09.00 heures.

L'Assemblée aura les points suivants à l'ordre du jour:

*Ordre du jour:*

1. Lecture des comptes annuels pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2011;
2. Lecture du rapport de gestion du conseil d'administration relatif à l'exercice social se terminant le 31 décembre 2011;
3. Lecture du rapport du commissaire aux comptes relatif à l'exercice social se terminant le 31 décembre 2011;
4. Approbation des comptes annuels pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2011;
5. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2011,
6. Modification subséquente du nombre des administrateurs;
7. Nomination de la Fiduciaire Scherer S.à r.l. à la fonction de commissaire aux comptes;
8. Divers.

Les résolutions de l'ordre du jour proposées ayant le caractère de décisions ordinaires, seront prises d'après les règles ordinaires des assemblées délibérantes.

Les actionnaires de la Société ne pouvant pas assister personnellement à l'Assemblée pourront se faire représenter à l'Assemblée par un mandataire de leur choix présentant à l'Assemblée une procuration valable et régulière.

Référence de publication: 2012150692/25.

---

**Amas Holding SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 22.573.

---

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra exceptionnellement le 30 novembre 2012 à 10:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 mars 2010, 2011 et 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2012148069/795/15.

---

**Nomina S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 32.409.

---

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 6 décembre 2012 à 9.00 heures au siège de la société.

*Ordre du jour:*

1. Présentation et discussion des comptes au 31.12.2011.
2. Rapport de gestion du Conseil d'Administration.
3. Rapport du Commissaire aux comptes.
4. Décharge aux organes de la société.
5. Décision sur l'affectation du résultat.
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2012146682/17.

---

**Burglux S.A. Holding, Société Anonyme Holding (en liquidation).**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 15.938.

---

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister aux

**ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES**

qui se tiendront le 7 décembre 2012 à 15.00 heures resp. 16.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 23, rue Beaumont, 6<sup>e</sup> étage.

*Ordre du jour de la première assemblée:*

1. Entendre et examiner le rapport du liquidateur sur sa gestion de la liquidation en vue de la dissolution de la société
2. Désigner deux commissaires-vérificateurs avec la mission d'examiner le rapport du liquidateur et de faire rapport de leur mission dans une assemblée ultérieure
3. Approbation des comptes annuels 2011 et du rapport du liquidateur sur ces comptes et affectation des résultats
4. Décharge au liquidateur
5. Divers.

*Ordre du jour de la seconde assemblée:*

1. Approbation du bilan de clôture au 7 décembre 2012
2. Rapport des commissaires-vérificateurs. Approbation.
3. Décharge à donner au liquidateur, aux administrateurs, et aux commissaires

4. Détermination de la rémunération définitive du liquidateur
5. Détermination de la rémunération définitive des commissaires-vérificateurs
6. Clôture de liquidation
7. Désignation du lieu de conservation des documents de la société
8. Divers.

Luxembourg, le 6 novembre 2012.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2012144818/535/29.

---

**Stemel Carinvest S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 80.264.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le 30 novembre 2012 à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation du rapport du liquidateur
2. Désignation d'un commissaire à la liquidation
3. Fixation d'une date pour la tenue d'une nouvelle assemblée appelée à entendre le rapport du commissaire à la liquidation, à délibérer sur le résultat de la liquidation et à décider la clôture de la liquidation de la société
4. Divers

*Le Liquidateur.*

Référence de publication: 2012148071/795/16.

---

**Immo Teb SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 107.011.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

Qui se tiendra au siège social en date du 29 novembre 2012 à 16 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 30 juin 2012 et du compte de résultats.
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 30 juin 2012.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des LCSC.
6. Divers.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2012148080/1004/18.

---

**Watson Pharma Actavis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 100.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 172.475.

**STATUTES**

In the year two thousand and twelve, on the twenty-third day of October.

Before the undersigned, Maître Henri Hellinckx, a notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Watson Pharma S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organised and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Grand Duchy

of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 149.490 and having a share capital amounting to one hundred thousand one hundred eight United States Dollars (USD 100,108.-),

here represented by Torsten Sauer, attorney-at-law, whose professional address is Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal,

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing party and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing party, represented as set out above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

### **I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** The name of the company is "Watson Pharma Actavis S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

#### **Art. 2. Registered office.**

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (the Board). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

#### **Art. 3. Corporate object.**

3.1 The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2 The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3 The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4 The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

#### **Art. 4. Duration.**

4.1 The Company is formed for an unlimited duration.

4.2 The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

### **II. Capital - Shares**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1 The share capital is set at one hundred thousand euro (EUR 100,000.), represented by twenty-five thousand (25,000) shares in registered form, having a par value of four euro (EUR 4.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

#### **Art. 6. Shares.**

6.1 The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2 Shares are freely transferable among shareholders. Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters (3/4) of the share capital.

The transfer of shares by reason of death to third parties must be approved by the shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3 A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4 The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

### III. Management - Representation

#### Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1 The Company is managed by a Board composed of at least one (1) class A manager (the Class A Manager) and one (1) class B manager (the Class B Manager), appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2 The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

#### Art. 8. Board of managers.

##### 8.1 Powers of the Board

8.1.1 All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

8.1.2 Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

##### 8.2 Procedure

8.2.1 The Board meets upon the request of at least one (1) manager, at the place indicated in the convening notice.

8.2.2 Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

8.2.3 No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

8.2.4 A manager may grant a power of attorney to another manager of the Company in order to be represented at any meeting of the Board.

8.2.5 The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers and at least one Class A Manager present or represented. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

8.2.6 Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

8.2.7 Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

##### 8.3 Representation

8.3.1 The Company is bound towards third parties (i) for the day-to-day management up to an amount of ten thousand euro (EUR 10,000.-) (or its foreign currency equivalent) by the sole signature of one Class B Manager, and (ii) in all other matters by the joint signature of one Class A Manager and one Class B Manager.

8.3.2 The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

**Art. 9. Liability of the managers.** The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

### IV. Shareholder(s)

#### Art. 10. General meetings of shareholders and Shareholders circular resolutions.

##### 10.1 Powers and voting rights

10.1.1 Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

10.1.2 Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders in writing, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions adopted in accordance with the Articles are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

10.1.3 Each share entitles the holder thereof to one (1) vote.

10.2 Notices, quorum, majority and voting procedures

10.2.1 The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half (1/2) of the share capital.

10.2.2 Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

10.2.3 General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

10.2.4 If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

10.2.5 A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

10.2.6 Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half (1/2) of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

10.2.7 The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters (3/4) of the share capital.

10.2.8 Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

#### **Art. 11. Sole shareholder.**

11.1 Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

11.2 Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

11.3 The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

### **V. Annual accounts - Allocation of profits Supervision**

#### **Art. 12. Financial year and Approval of annual accounts.**

12.1 The financial year begins on the first (1<sup>st</sup>) of January and ends on the thirty-first (31<sup>st</sup>) of December of each year.

12.2 Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

12.3 Each shareholder may inspect the most recent annual inventory and balance sheet at the registered office.

12.4 The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

#### **Art. 13. Réviseurs d'entreprises.**

13.1 The operations of the Company are supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

13.2 The shareholders appoint the réviseurs d'entreprises, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The réviseurs d'entreprises may be re-appointed.

#### **Art. 14. Allocation of profits.**

14.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

14.2 The shareholders determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

14.3 Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

## VI. Dissolution - Liquidation

### Art. 15. Dissolution - Liquidation.

15.1 The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted by one-half (1/2) of the shareholders holding three-quarters (3/4) of the share capital. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

15.2 The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

## VII. General provisions

### Art. 16. General provisions.

16.1 Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

16.2 Powers of attorney are granted by any of the means described in article 16.1 above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

16.3 Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions or the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

16.4 All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law and, subject to any non waivable provisions of the Law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

#### *Transitional provision*

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first (31<sup>st</sup>) of December 2012.

#### *Subscription and Payment*

Watson Pharma S.à r.l, represented as stated above, subscribes to twenty five thousand (25,000) shares in registered form, having a nominal value of four euro (EUR 4.-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of one hundred thousand euro (EUR 100,000.-), which shall be entirely allocated to the share capital account of the Company.

The amount of one hundred thousand euro (EUR 100,000.-) is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

#### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (1,500.-EUR).

#### *Resolutions of the shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, its shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following persons are appointed as class A managers of the Company for an indefinite period of time:

- Mr Paul M. BISARO, President and Chief Executive Officer, born on February 1, 1961 in Michigan, United States of America, with professional address at Morris Corporate Center III, 400 Interpace Parkway, Parsippany, New Jersey 07054, United States of America; and



- Mr David A. BUCHEN, Chief Legal Officer - Group, born on June 20, 1964 in New Jersey, United States of America, with professional address at Morris Corporate Center III, 400 Interpace Parkway, Parsippany, New Jersey 07054, United States of America.

2. The following persons are appointed as class B managers of the Company for an indefinite period of time:

- Mr Martinus C.J. WEIJERMANS, Deputy managing director of TMF Luxembourg S.A., born on August 26, 1970 in 's-Gravenhage, the Netherlands, with professional address at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr Patrick L.C. VAN DENZEN, Director Client Services at TMF Luxembourg S.A., born on February 28, 1971 in Geleen, the Netherlands, with professional address at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. The registered office of the Company is located at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing party that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

This notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing party.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille douze, le vingt-troisième jour d'octobre.

Pardevant le soussigné Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### **A COMPARU:**

Watson Pharma S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Luxembourg, dont le siège social se situe au 46A, avenue J.F. Kennedy, L1855 Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés, sous le numéro B 149.490 et ayant un capital social d'un montant de cent mille cent huit dollars américains (USD 100.108,-),

ici représentée par Torsten Sauer, attorney-at-law, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

Après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, ladite procuration restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

#### **I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est "Watson Pharma Actavis S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

#### **Art. 2. Siège social.**

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

#### **Art. 3. Objet social.**

3.1 L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3 La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

#### **Art. 4. Durée.**

4.1 La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## **II. Capital - Parts sociales**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1 Le capital social est fixé à cent mille euros (EUR 100.000,-), représenté par vingt-cinq mille (25.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de quatre euros (EUR 4,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

#### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1 Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3 Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4 La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

## **III. Gestion - Représentation**

#### **Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.**

7.1 La Société est gérée par un Conseil composé d'au moins un (1) gérant de classe A (le Gérant de Classe A) et un (1) gérant de classe B (le Gérant de Classe B), nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans motif) par une résolution des associés.

#### **Art. 8. Conseil de gérance.**

##### **8.1 Pouvoirs du Conseil**

8.1.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

8.1.2 Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

##### **8.2 Procédure**

8.2.1 Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins un (1) gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

8.2.2 Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont exposées dans la convocation à la réunion.

8.2.3 Aucune convocation n'est exigée si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant à des lieux et à des heures indiqués dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

8.2.4 Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant de la Société afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

8.2.5 Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants et au moins un Gérant de Classe A présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

8.2.6 Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler, sous condition que la majorité des gérants soit présente en personne au Luxembourg. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

8.2.7 Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

### 8.3 Représentation

8.3.1 La Société est engagée vis-à-vis des tiers, (i) pour la gestion journalière n'excédant pas un montant de dix mille euros (EUR 10.000,-) (ou son équivalent en devise étrangère) par la signature individuelle du Gérant de Classe B, et (ii) pour toutes autres matières, par la signature conjointe d'un Gérant de Classe A et d'un Gérant de Classe B.

8.3.2 La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

**Art. 9. Responsabilité des gérants.** Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

## IV. Associé(s)

### **Art. 10. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.**

#### 10.1 Pouvoirs et droits de vote

10.1.1 Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

10.1.2 Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué par écrit à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés adoptées conformément aux Statuts sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

10.1.3 Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

#### 10.2 Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

10.2.1 Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

10.2.2 Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

10.2.3 Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

10.2.4 Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

10.2.5 Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

10.2.6 Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

10.2.7 Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

10.2.8 Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

#### **Art. 11. Associé unique.**

11.1 Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

11.2 Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

11.3 Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

### **V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle**

#### **Art. 12. Exercice social et Approbation des comptes annuels.**

12.1 L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

12.2 Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

12.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

12.4 Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

#### **Art. 13. Réviseurs d'entreprises.**

13.1 Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

13.2 Les associés nomment les réviseurs d'entreprises, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises peuvent être renommés.

#### **Art. 14. Affectation des bénéfices.**

14.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

14.2 Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

14.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par les associés dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

### **VI. Dissolution - Liquidation**

#### **Art. 15. Dissolution - Liquidation.**

15.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la moitié (1/2) des associés détenant les trois-quarts (3/4) du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

15.2 Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

## VII. Dispositions générales

### Art. 16. Dispositions générales.

16.1 Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

16.2 Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

16.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants ou des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

16.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2012.

#### *Souscription et Libération*

Watson Pharma S.à r.l., représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à vingt-cinq mille (25.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de quatre euros (USD 4,-) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de cent mille euros (EUR 100.000,-) qui sera entièrement alloué au compte de capital social de la Société.

Le montant de cent mille euros (EUR 100.000,-) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

#### *Frais*

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à sept mille Euros (7.000.-EUR).

#### *Résolutions de l'associé*

Immédiatement après la constitution de la Société, son associé unique, représentant l'intégralité du capital souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants de classe A de la Société pour une durée indéterminée:

- M. Paul M. BISARO, President and Chief Executive Officer, né le 1<sup>er</sup> février 1961 au Michigan, Etats-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle à Morris Corporate Center III, 400 Interpace Parkway, Parsippany, New Jersey 07054, Etats-Unis d'Amérique; et

- M. David A. BUCHEN, Chief Legal Officer, né le 20 juin 1964 à New Jersey, Etats-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle au Morris Corporate Center III, 400 Interpace Parkway, Parsippany, New Jersey 07054, Etats-Unis d'Amérique.

2. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants de classe B de la Société pour une durée indéterminée:

- M. Martinus C.J. WEIJERMANS, Deputy managing director à TMF Luxembourg S.A., né le 26 août 1970 à La Haye, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- M. Patrick L.C. VAN DENZEN, Director Client Services à TMF Luxembourg S.A., né le 28 février 1971 à Geleen, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

3. Le siège social de la Société est établi au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture ayant été faite, le notaire le signe avec le mandataire de la partie comparante.

Signé: T. SAUER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 octobre 2012. Relation: LAC/2012/51015. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 5 novembre 2012.

Référence de publication: 2012144783/497.

(120190194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2012.

---

### **HWB InvestWorld, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de HWB InvestWorld – Special Portfolio a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2012150409/9.

(120198489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2012.

---

### **HWB InvestWorld, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de HWB InvestWorld – International Portfolio a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2012150410/9.

(120198490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2012.

---

### **HWB InvestWorld, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion de HWB InvestWorld – Europe Portfolio a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2012150411/9.

(120198491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2012.

---

### **KGJ Investments S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 172.712.

#### **STATUTES**

In the year two thousand and twelve, on the ninth day of November.

Before the undersigned Maître Henri HELLINCKX, Notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

KRISTIAN GERHARD JEBSEN GROUP LIMITED, an International Business Company initially duly incorporated under the laws of the British Virgin Islands and relocated in Bermuda since 12 September 2003, with a share capital of fifty thousand US Dollars (USD 50,000.-), registered with the Registrar of Companies of Bermuda under number 34006, with registered office at Par La Ville Place at 14, Par La Ville Road, Hamilton, HMJX, Bermuda,

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 6<sup>th</sup> November 2012.

The said proxy initialed ne varietur by the appearing party and the Notary will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacity, has required the officiating Notary to enact the deed of incorporation of a Luxembourg public limited company (société anonyme) with variable capital, qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV-SIF), which they declare organized among themselves and the articles of incorporation of which being as follows:

#### **Chapter I - Form, Term, Object, Registered Office**

**Art. 1. Name and Form.** There exists, among the existing shareholders of the company and those who may become owners of shares of the company in the future (the "Shareholders"), a company in the form of a public limited company (société anonyme) qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (investment

company with variable capital - specialized investment fund) under the name of “KGJ Investments S.A., SICAV-SIF” (hereinafter the “Company”).

The Company shall be governed by the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as amended from time to time (the “2007 Law”) and by the Luxembourg law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the “1915 Law”) (provided that in case of discrepancies or conflicts between the 1915 Law and the Law of 2007, the Law of 2007 shall prevail) as well as by the present articles of incorporation of the Company (the “Articles”).

**Art. 2. Duration.** The Company is incorporated for an unlimited period of time.

The Company may however be dissolved, at any time, by a resolution of the general meeting of its Shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

**Art. 3. Purpose and Corporate Object.** The exclusive purpose of the Company is the investment of the funds available to it in assets of all kinds eligible under the 2007 Law, including other undertakings for collective investment, with a view to spreading investment risks and enabling its Shareholders to benefit from the results of the management thereof.

The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its purpose as per this article and in accordance with the 2007 Law, and in particular and without limitation:

(a) make investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company or other intermediary vehicles;

(b) borrow cash, cash equivalent instruments and/or securities in any form or obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of equities, and/or equity instruments;

(c) advance, lend or deposit equity, and other equity and/or debt instruments;

(d) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the assets (present or future) of the Company or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any director, manager or other agent of the Company, or any company in which the Company or its parent company has a direct or indirect interest, or any company being a direct or indirect Shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company.

**Art. 4. Registered Office.** The registered office of the Company shall be in Howald (municipality of Hesperange), Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred through simple resolution of the Board within the municipality of Hesperange, and to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of Shareholders (the “General Meeting”).

Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, by a decision of the board of directors of the Company (the “Board”).

If the Board considers that extraordinary events of a political, economic or social nature, likely to compromise the registered office’s normal activity or easy communications between this office and abroad, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely; this temporary measure shall not, however, have any effect on the Company’s nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

## Chapter II - Capital

**Art. 5. Share Capital and Capital Variation.** The share capital of the Company shall be represented by shares of no nominal value, and shall at all times be equal to the total value of the net assets of the Company and its Sub-Funds (as defined below). The Company’s share capital shall vary, without any amendment to the Articles, as a result of the Company issuing new shares or redeeming its shares.

The minimum subscribed capital of the Company cannot be lower than the level provided for by the 2007 Law. Such minimum capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date on which the Company has been authorized as a specialized investment fund under Luxembourg law.

Upon incorporation, the initial share capital of the Company is set at the equivalent in US Dollars (“USD”) of at least thirty one thousand Euro (“EUR”) (EUR 31,000.-) divided into forty-five Shares of no par value.

The initial share capital of the Company has been fully allocated to the subfund “KGJ Investments S.A., SICAV-SIF - Sub-Fund A”.

For the purpose of the consolidation of the accounts, the base currency of the Company shall be USD.

**Art. 6. Sub-Funds.** The Company is set-up as an umbrella structure, and may hence comprise one or several separate portfolio(s) of assets each representing a sub-fund (hereinafter referred to as a “Sub-Fund”), as defined in article 71 of the 2007 Law, and may be formed of one or more Classes of Shares (as defined below). The Board may, at any time, create one or more Sub-Fund(s); in such a case, it shall assign a particular name to them, which it may amend, and may limit or extend their lifespan if it sees fit.

Each Sub-Fund will make investments in accordance with the investment objective and policy applicable to it. The investment objective, policy and other specific features of each Sub-Fund are set forth in the private placement memo-

randum of the Company, as amended from time to time (the “Private Placement Memorandum”). Each Sub-Fund may have its own funding mechanism, Classes of Shares (as defined below), investment policy, capital gains, expenses and losses, distribution policy, duration or other specific features.

As between Shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund (s). The Company shall be considered as one single legal entity; however, with regard to third parties, in particular towards the Company’s creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The Board, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the Private Placement Memorandum, that all or part of the assets of two (2) or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds and Classes.

### Chapter III - Shares

**Art. 7. Form of Shares.** The shares of the Company and its Sub-Funds whose features shall be as follows (the “Shares”) may be issued in registered form only. The Company may not issue bearer Shares.

The Board may be entitled to issue, within any Sub-Fund, one or more “Founding Shares” (parts bénéficiaires) in the widest meaning permitted under the 2007 Law and the 1915 Law, in particular article 37.2 of the 1915 Law. Founding Shares shall have no voting rights. Each Founding Share provides its holder with a proportional right of ownership on the assets of the relevant Sub-Fund including its income and profits, capitalized or distributed. Founding Shares issued in a Sub-Fund and/or Class will in principle be entitled to the same financial rights as Shares issued within that Sub-Fund and/or Class. The Private Placement Memorandum shall further determine the number and features of the Founding Shares to be issued within a given Sub-Fund and/or Class. Assets represented by Founding Shares will be included in the calculation of the Net Asset Value (as defined in article 14 hereof).

#### I. Specificities of registered Shares:

- All Shares of the Company, which shall be issued in the registered form, shall be registered in the register of Shareholders kept by the Company (the “Register”) or by one or more persons designated for this purpose by the Company, and such Register shall contain the name of each owner of registered Shares, his/her/its residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares held by him/her/it and the amounts paid up.

- The inscription of the Shareholder’s name in the Register evidences his/her/its right of ownership on such registered Shares. The Board shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the Shareholder or whether the Shareholder shall receive a written confirmation of his/her/its shareholding. Global certificates may also be issued at the discretion of the Board.

- The Share certificates, if any, shall be signed by the Board, or any duly authorized person. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The Company may issue temporary Share certificates in such form as the Board may determine.

- Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register. In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the Register and the Shareholder’s address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the Register by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his/her/its address as entered into the Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

- Subject to the provisions of article 11 hereof, the transfer of registered Shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the Register, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims set forth in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee, satisfactory to the Company.

Transfer of registered Shares shall be effected (i) if Share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such Shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no Share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the Board.

#### II. Duplicate Share certificates:

In the event certificates have been issued upon subscription of the Shares:

- A duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including but not restricted to, a bond issued by an insurance company, if a Shareholder so requests and proves to the



satisfaction of the Company that his/her/its Share certificate has been lost, damaged or destroyed. The new Share certificate shall specify that it is a duplicate. Upon its issuance, the original Share certificate shall become null and void.

- Damaged Share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.
- The Company may, at its election, charge to the Shareholder the costs of a duplicate or of a new Share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original Share certificate.

### III. Fractions of Shares:

- The Board may decide to issue, within any Sub-Fund, fractional Shares. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class on a pro rata basis.
- The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of Shares is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such Shares. The same rule shall apply in the case of conflicts between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nupropriétaire) or between a pledgor and a pledgee.

**Art. 8. Classes of Shares.** The Board may decide, at any time and subject to appropriate disclosure in the Private Placement Memorandum, to issue, within any Sub-Fund, one or more classes of Shares (one a “Class” and together the “Classes”), to be subscribed by the Shareholders), unless otherwise provided for in the Private Placement Memorandum.

Each Class may differ from the other Classes of the relevant Sub-Fund with respect to inter alia its fee and cost structure, its investors, the subscription/redemption process, the initial required investment amount, the distribution policy or the currency in which the Net Asset Value (as defined herein) is expressed or any other feature. Within each Class, there may be capitalization share-type and distribution share-types.

A separate Net Asset Value per Share, which may differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each Class in each Sub-Fund in the manner described in the Articles and Private Placement Memorandum.

Whenever dividends are distributed on distribution Shares, the portion of net assets of the Class to be allotted to all distribution Shares shall subsequently be reduced by an amount equal to the amounts of the dividends distributed, thus leading to a reduction in the percentage of net assets allotted to all distribution Shares, whereas the portion of net assets allotted to all capitalization Shares shall remain the same.

Within a Class, the Board may, from time to time and in its absolute discretion, decide to issue separate series of Shares. Each series (if applicable) of Shares of each Class shall rank equally in priority and preference with every other series of that Class except that any performance fee (if applicable) payable by the Company shall be allocated to each series of each Class based on the performance of that series of that Class with the result that Shares of each series of each Class may have a different Net Asset Value per Share. The capital contributions made in respect of each series (if applicable) of each Class shall be maintained in segregated accounts with separate records in the books of the Company. The Board may from time to time, combine two or more series of Shares within the same Class, convert Shares of one series into another series of the same Class, eliminate any series and create new series in its sole discretion without obtaining the approval of the relevant Shareholders.

The Board may decide not to issue or to cease issuing Classes, types or subtypes of Shares within the Company.

**Art. 9. Issuance of Shares.** The Shares are reserved to well-informed investors within the meaning of the 2007 Law (institutional, professional any other well-informed investors) (hereinafter “Well-Informed Investors”) and the Board will refuse to issue Shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which do not qualify as Well-Informed Investors within the meaning of said law.

Subject to the provisions of the 2007 Law, the Board is authorized without limitation to issue an unlimited number of Shares at any time, without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued, except when such an issuance in a specific Class bearing specific distribution rights (i.e. carried interest rights) would have a material dilution effect for the existing holders of such Shares. In this latter case, subject to the terms of the Private Placement Memorandum, no additional Shares in the relevant Class shall be issued without preferential right to subscribe for existing Shareholders without the approval of two thirds (2/3) of the votes attached to the relevant Shares of such existing Shareholders in the relevant Sub-Fund.

The Board may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Sub-Fund and/or Class; the Board may, in particular, decide that Shares of any Sub-Fund and/or Class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Private Placement Memorandum.

In addition to the restrictions concerning the eligibility of investors as foreseen by the 2007 Law, the Board may determine any other subscription conditions such as:

- the minimum amount of initial or subsequent subscriptions;
- the minimum amount of the aggregate Net Asset Value of the Shares of a Class to be initially subscribed;
- the minimum amount of any additional Shares to be issued;
- the application of default interest payments on Shares subscribed yet unpaid when due;
- restrictions on the ownership of Shares and the minimum amount of any holding of Shares.

Such other conditions shall be disclosed and more fully described in the Private Placement Memorandum.

Whenever the Company offers Shares for subscription, the price per Share at which such Shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines set by the Board and reflected in the Private Placement Memorandum. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board and reflected in the Private Placement Memorandum.

The Board may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them.

The Company may, if a prospective Shareholder requests and the Board so agrees, satisfy any application for subscription of Shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the Board and must correspond to the investment policy and restrictions of the relevant Sub-Fund. An ad hoc valuation report relating to the contributed assets must be delivered to the Board by a Luxembourg independent auditor (réviseur d'entreprises agréé), in full compliance with the applicable Luxembourg laws.

**Art. 10. Redemption of Shares.** The Board shall determine whether Shareholders within a given Sub-Fund may request the redemption of all or part of their Shares by the Company or not, and reflect the terms and procedures applicable in the Private Placement Memorandum and within the limits provided by law and the Articles.

The Company shall not proceed to redemption of Shares in the event the net assets of the Company would fall below the minimum capital requested in the 2007 Law as a result of such redemption.

The redemption price shall be determined in accordance with the rules and guidelines set by the Board and reflected in the Private Placement Memorandum. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board and reflected in the Private Placement Memorandum.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by any Shareholder in a given Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the Board in the Private Placement Memorandum, then the Board may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Shares within the concerned Sub-Fund.

Furthermore, if, with respect to any given Valuation Day (as defined in article 14 hereof), redemption requests pursuant to this article and conversion requests pursuant to article 12 hereof exceed a certain level determined by the Board in relation to the number of Shares in issue within a Sub-Fund and/or Class, the Board may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board considers to be in the best interest of the Company. Following that period, with respect to the next relevant Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

In addition, the Company may redeem Shares whenever the Board considers this redemption to be in the best interests of the Company or a given Sub-Fund and the Shareholders; and Shares may at all times be redeemed compulsorily in accordance with article 13 herein.

The Company shall have the right, if the Board so determines, to satisfy in specie the payment of the redemption price to any Shareholder who so agrees by allocating to this Shareholder investments from the portfolio of assets of the Sub-Fund equal to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders of the Sub-Fund and the valuation used shall be confirmed by a special report of a Luxembourg independent auditor (réviseur d'entreprises agréé). The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

All redeemed Shares will be cancelled.

**Art. 11. Transfer of Shares.** Shares held by a Shareholder may only be transferred, pledged or assigned (a "Transfer") as specified in the Private Placement Memorandum and in accordance with the terms and conditions detailed therein.

In such an event, any transfer or assignment of Shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement entered into by the seller or otherwise.

Shares may not be transferred, whether directly or indirectly, voluntarily or involuntarily (including, without limitation, to an affiliate or by operation of law), in the following circumstances:

1. the Transfer would result in a violation of applicable law or any term or condition of the Articles or of the Private Placement Memorandum;

2. the Transfer would result in the Company being required to register as an investment company under the United States Investment Company Act of 1940, as amended; and

3. it shall be an additional condition of any Transfer (whether permitted or required) that:

(i) the transferee undertakes to fully and completely fulfill all outstanding obligations of the transferor towards the Company under the transferor's subscription agreement, commitment or any other agreement setting out the terms of the participation of the transferor in the Company (including, for the avoidance of doubt, the provisions of the Private Placement Memorandum);

- (ii) the transferor, at the same time as the transfer of Shares, procures the transfer to the transferee of all of its remaining commitment(s) to provide funds to the Company against the issue of Shares or otherwise, as the case may be;
- (iii) the transferee is not a Restricted Person as defined in article 13 of the Articles.

Additional restrictions on the transfer of Shares may be set out in the Private Placement Memorandum with the Company in its whole or for a given Sub-Fund, in which case no transfer of all or any part of any Shareholder's Shares, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, without limitation, to an Affiliate or by operation of law), shall be valid or effective if any of these additional restrictions on transfer are not complied with.

**Art. 12. Conversion.** Unless otherwise determined with respect to a particular Sub-Fund in the Private Placement Memorandum, Shareholders are not entitled to require the conversion of whole or part of their Shares of any Class into Shares of another Class, within the same Sub-Fund or amongst several Sub-Funds. When authorized, such conversions shall be subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the Board shall determine in the Private Placement Memorandum.

The conversion method, fees and price shall be determined in accordance with the rules and guidelines reflected in the Private Placement Memorandum.

If, as a result of any request for conversion, the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by any Shareholder in a given Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the Board, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such Shareholder's Shares within this Sub-Fund.

**Art. 13. Limitations on the Ownership of Shares.** The Board may restrict or block the ownership of Shares in the Company by any natural person or legal entity if they are not Well-Informed Investors within the meaning of the 2007 Law and/or if the Board considers that this ownership:

- violates the laws and/or regulations of the Grand Duchy of Luxembourg or of any other country;
- may subject the Company to taxation in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg (including without limitation causing the assets of the Company to be deemed to constitute "plan assets" for purposes of the US Department of Labour Regulations under ERISA); or
- may incur fines or penalties that it would not have otherwise incurred; or
- may otherwise be detrimental to the Company or to the interests of the other Shareholders.

Any individual or legal entity determined by the Board as falling within one of the above categories is defined as a "Restricted Person". A person or entity that does not qualify as Well-Informed Investor shall automatically be regarded as a Restricted Person. In such instance:

1. the Board may decline to issue any Shares and decline to register any transfer of Shares when it appears that such issue or transfer might or may have as a result the allocation of legal or beneficial ownership of the Shares to a person who is not authorized to hold Shares in the Company;
2. if it appears that a Restricted Person (either alone or together with other persons) is the owner of Shares in the Company, the Board may in its absolute discretion:
  - a. decline to accept the vote of the Restricted Person at any General Meeting; and/or
  - b. retain all dividends paid or other sums distributed with regard to the Shares held by the Restricted Person; and/or
  - c. instruct the Restricted Person to sell his/her/its Shares and to demonstrate to the Company that this sale was made within thirty (30) calendar days of the sending of the relevant notice, subject each time to the applicable restrictions on transfer as set out in the Articles; and/or
  - d. proceed with the compulsory redemption of all the relevant Shares, in which case the following procedure shall be applied:

(i) the Board shall send a notice (hereinafter called the "redemption notice") to the relevant investor possessing the Shares to be redeemed; the redemption notice shall specify the Shares to be redeemed, the price to be paid, and the place where this price shall be payable. The redemption notice may be sent to the investor by recorded delivery letter to his last known address. The investor in question shall be obliged without delay to deliver to the Company the certificate (s), if there are any, representing the Shares to be redeemed specified in the redemption notice. From the closing of the offices on the day specified in the redemption notice, the investor shall cease to be the owner of the Shares specified in the redemption notice and the certificates representing these Shares shall be rendered null and void in the books of the Company;

(ii) the price at which the Shares specified in the redemption notice shall be redeemed (the "redemption price") shall be determined in accordance with the rules fixed by the Board and reflected in the Private Placement Memorandum. Payment of the redemption price will be made to the owner of such Shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon delivery of the Share certificate or certificates, if issued, representing the Shares specified in such notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the Shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the Share-

holders appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective delivery of the Share certificate or certificates, if issued, as aforesaid.

The exercise by the Company of this power shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

In particular, the Board may restrict or block the ownership of Shares in the Company by any “US Person” unless such ownership is in compliance with the relevant US laws and regulations. The term “US Person” means any resident or person with the nationality of the United States of America or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other company, association or entity incorporated under or governed by the laws of the United States of America or any person falling within the definition of “US Person” under such laws.

**Art. 14. Calculation of the Net Asset Value.** The net asset value of the Shares in every Sub-Fund, Class, type or sub-type of Shares of the Company, shall be determined at least once a year and expressed in the currency(ies) decided upon by the Board (the “Net Asset Value”), in accordance with Luxembourg law and the Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles (“Luxembourg GAAP”).

The Board shall decide the days by reference to which the assets of the Company or of the Sub-Funds shall be valued (each a “Valuation Day”) and the appropriate manner to communicate the Net Asset Value per Share, in accordance with the legislation in force.

I. The Company’s assets shall include:

- all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- all bills and promissory notes payable and accounts receivable (including proceeds of participations, properties, property rights, securities or any other assets sold but not delivered);
- all shares, units, convertible securities, debt and convertible debt securities or other securities of Subsidiaries registered in the name of the Sub-Fund;
- all securities, shares, bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the Sub-Fund;
- all dividends and distributions payable to the Sub-Fund either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);
- all real estate (in these Articles, the term “Real Estate” has the meaning as given by the Luxembourg financial regulator and any Luxembourg applicable laws and regulations in including without limitations real estate properties, participations in real estate companies, etc), properties or property rights registered in the name of the Company, its Sub-Fund(s) or any of the Subsidiaries;
- all rentals accrued on any Real Estate or interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company or its Sub-Fund, except to the extent that the same is included or reflected in the value attributed to such asset;
- all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the Sub-Fund, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
- the Sub-Fund’s preliminary expenses, to the extent that such expenses have not been fully amortized within one (1) year of the relevant Sub-Fund’s formation;
- the Sub-Fund’s other fixed assets, including office buildings, equipment and fixtures;
- all other assets of any kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law and Luxembourg GAAP including expenses paid in advance, insofar as the same have not been written off.

II. The Company’s liabilities shall include:

- all borrowings/loans, bills, promissory notes and accounts payable;
- all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Board but not yet paid;
- all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);
- all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management and advisory fees, including incentive fees (if any), custody fees, paying agency, registrar and transfer agency fees and domiciliary and corporate agency fees as well as reasonable disbursements incurred by the service providers);
- all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Board, where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

- an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the calculation day, as determined from time to time by the Board, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Sub-Fund;

- all other liabilities of the Sub-Fund of any kind reflected in accordance with Luxembourg law and Luxembourg GAAP, except liabilities represented by Shares. In determining the amount of such liabilities, the Board shall take into account all expenses payable by the Sub-Fund including, but not limited to:

- \* formation expenses, provided they are fully amortized within one (1) year from the incorporation of the Company;
- \* expenses in connection with and fees payable to the Board, service providers, accountants, depository banks/custodians and correspondents, brokers, registrar and transfer agents, paying agents, distributors, permanent representatives in places of registration and auditors;
- \* administration and domiciliary services, promotion, printing, reporting, publishing (including advertising or preparing and printing of the Memorandum, explanatory memoranda, registration statements, financial reports) and other operating expenses;
- \* the cost of buying and selling assets (transaction costs);
- \* interest and bank charges; and
- \* taxes and other governmental charges.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis annually or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The value of the Company's assets shall be determined as follows:

a) the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Board may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

b) the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognized pricing service approved by the Board. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be appraised at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith under the direction of the Board;

c) the value of money market instruments which are not quoted or traded on a regulated market will be appraised at the fair value at which they are expected to be resold, as determined in good faith under the direction of the Board;

d) the value of unlisted securities and private equity securities will be appraised at fair value under the direction of the Board in accordance with appropriate professional valuation standards;

e) investment in Real Estate registered in the name of the Sub-Fund or a direct or indirect Subsidiary will be valued by one or more Independent Appraisers at the end of each Financial Year and on such other days as the Board may determine, in accordance with its/their applicable professional valuation standards;

f) the value of the participations in UCIs and investment funds shall be based on the last available valuation. Generally, such participations will be valued in accordance with the methods provided by the documents governing such vehicles. These valuations shall normally be provided by the Company administrator or valuation agent of the vehicle. To ensure consistency within the valuation of the Company/Sub-Fund, if the time at which the valuation of the relevant vehicle is calculated does not coincide with the valuation time of the Company/Sub-Fund, and such valuation is determined to have changed materially since it was calculated, then the NAV may be adjusted to reflect the change as determined in good faith under the direction of the Board;

g) all other securities and other assets, including debt securities and securities for which no market quotation is available, are valued on the basis of dealer-supplied quotations or by a pricing service approved by the Board or, to the extent such prices are not deemed to be representative of Market Values, such securities and other assets shall be valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board. Money market instruments held by the Company/Sub-Fund with a remaining maturity of ninety (90) days or less will be valued by the amortized cost method, which approximates Market Value;

h) the valuation of swaps will be based on their market value, which itself depends on various factors (e.g. level and volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the swaps). Any adjustments required as a result of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the swaps, traded at their market value;

i) the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other recognized markets, will be based on their net liquidating value determined pursuant to the policies established by the Board on the basis of recognized financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts. The net liquidating value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealized profit/loss with respect to the relevant position;

j) the value of other assets will be determined prudently and in good faith under the direction of the Board in accordance with the relevant valuation principles and procedures;

k) the value of all assets and liabilities not expressed in the Reference Currency will be converted into the Reference Currency at the relevant rates of exchange ruling on the relevant valuation day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined with prudence and in good faith by or under procedures established by the Board;

l) the amortized cost method of valuation for short-term transferable debt securities may be used. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortization to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the security. While this method provides certainty in valuation, it may result during certain periods in values which are higher or lower than the price which the Company/Sub-Fund would receive if it sold the securities. For certain short term transferable debt securities, the yield to a Shareholder may differ somewhat from that which could be obtained from a similar structure which marks its portfolio securities to market each day.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the valuation/accounting principles specified in the Private Placement Memorandum.

The Board, at its discretion, may authorize the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately, including whenever extraordinary circumstances render valuations above impracticable or inadequate.

Where necessary, the fair value of an asset is determined by the Board, or by a committee appointed by the Board, or by a designee of the Board.

If, since the time of determination of the Net Asset Value per Share in any Class in a particular Sub-Fund, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of that Sub-Fund are dealt in or quoted, the Board may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Company, cancel the first valuation of the Net Asset Value per Share and carry out a second valuation. All subscription, redemption and conversion orders received with respect to this valuation day will be dealt with at the next following Net Asset Value per Share.

For each Sub-Fund, adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of the relevant Sub-Fund will be converted into the reference currency of that Sub-Fund at rates last quoted by any major bank. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board.

For each Sub-Fund or Class, the Net Asset Value per Share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such Sub-Fund or Class (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Sub-Fund or Class) by the number of Shares issued and in circulation in such Sub-Fund or Class. Assets and liabilities of each Sub-Fund or Class expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the relevant exchange rate.

The Company's net assets shall be equal to the sum of the net assets of all its Sub-Funds.

The Net Asset Value per Share of the different Sub-Funds and/or Classes can differ as a result of the declaration/payment of dividends, differing fee and/or cost structures or different hedging strategy for each Sub-Fund and/or Class.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision to determine the Net Asset Value taken by the Board or by any bank, company or other organization which the Board may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

The Net Asset Value per Share and the issuance and redemption prices per Share of each Sub-Fund and/or Class, may be obtained during business hours at the registered office of the Company.

**Art. 15. Allocation of Assets and Liabilities Among the Sub-Funds.** For the purpose of allocating the assets and liabilities among the Sub-Funds, the Board shall establish a portfolio of assets and liabilities for each Sub-Fund in the following manner:

- the proceeds from the issuance of each Share of each Sub-Fund are to be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that particular Sub-Fund, and the assets, liabilities, income and expenditures attributable thereto are applied to such portfolio subject to the following provisions;

- where any asset is derived from another asset, such derivative asset is applied in the books of the Company to the same Sub-Fund portfolio, as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value is applied to the relevant portfolio;

- where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund portfolio, such liability is allocated to the relevant Sub-Fund portfolio;

- in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund portfolio, such asset or liability is allocated to all the Sub-Funds portfolios in equal parts or, if the amounts so justify, pro rata to the Net Asset Values of the relevant Sub-Funds;

- upon the payment of dividends to the holders of Shares in any Sub-Fund, the Net Asset Value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

Towards third parties, the assets of a given Sub-Fund will be liable only for the debts, liabilities and obligations concerning that Sub-Fund. In relations among Shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity. The liabilities of each Sub-Fund shall be segregated on a "Sub-Fund by Sub-Fund" basis, with third party creditors having recourse only to the assets of the relevant Sub-Fund.

**Art. 16. Suspension of Calculation of the Net Asset Value.** The Board may suspend the determination of the Net Asset Value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion of Shares in one or several Sub-Funds, in the following cases:

- when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets of the relevant Sub-Fund(s), are closed otherwise than for ordinary holidays, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices, provided that such restriction/suspension affects the valuation of the relevant Sub-Fund(s)'s investments;

- when the information or calculation sources normally used to determine the value of the relevant Sub-Fund(s)'s assets are unavailable, or if the value of an investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever, including in the event of breakdown of the communication means normally used;

- when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions or if purchase or sale transactions cannot be executed at normal rates;

- when the political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevent the relevant Sub-Fund(s) from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;

- when, for any other reason, the prices of any significant investments owned by the relevant Sub-Fund(s) cannot be promptly or accurately ascertained;

- when the relevant Sub-Fund(s) is in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or Share split or any other restructuring transaction;

- when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by one or several investment funds in which the relevant Sub-Fund(s) is invested;

- when the Board so decides, provided all Shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (i) as soon as an extraordinary General Meeting of Shareholders of the Company or of the relevant SubFund(s) has been convened for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution or the merger or absorption of the Company or of the relevant Sub-Fund(s) and (ii) when the Board is empowered to decide on this matter, upon its decision to liquidate or dissolve or merge the Company or the relevant Sub-Fund(s);

- upon the publication of a notice convening a General Meeting for the purpose of resolving the winding-up of the Company or of the relevant Sub-Fund(s);

- during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such class of shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the Board, be effected at normal rates of exchange;

- in exceptional circumstances which shall be duly justified, whenever the Board considers it necessary in order to avoid irreversible negative effects on the Company or of the relevant Sub-Fund(s), in compliance with the principle of equal treatment of Shareholders and in their best interests.

In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interest of the Shareholders or insufficient market liquidity, the Board reserves the right to determine the Net Asset Value only after it shall have completed the necessary purchases and sales of securities, financial instruments or other assets on behalf of the Company or of the relevant Sub-Fund(s).

When Shareholders are entitled to request the redemption or conversion of their Shares, if any application for redemption or conversion is received in respect of any relevant Valuation Day in a given Sub-Fund (the "First Valuation Day") which either alone or when aggregated with other applications so received in that Sub-Fund, is above the liquidity threshold determined by the Board, the Board reserves the right in its sole and absolute discretion (and in the best interests of the remaining Shareholders) to scale down pro rata each application with respect to such First Valuation Day so that no more than the corresponding amounts be redeemed or converted on such First Valuation Day. To the extent that any application is not given full effect on such First Valuation Day by virtue of the exercise of the power to pro-rate applications, it shall be treated with respect to the unsatisfied balance thereof as if a further request had been made by the Shareholder in respect of the next following Valuation Day and, if necessary, subsequent Valuation Days, until such application shall have been satisfied in full. With respect to any application received in respect of the First Valuation Day, to the extent that subsequent applications shall be received in respect of following Valuation Days, such later applications shall be postponed in priority to the satisfaction of applications relating to the First Valuation Day, but subject thereto shall be dealt with as set out in the preceding sentence.

The suspension of the calculation of the Net Asset Value and/or, where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of Shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the Board is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Such a suspension decision shall be notified to any Shareholders requesting redemption or conversion of their Shares.

The suspension measures provided for in this article may be limited to one or more Sub-Funds.

**Art. 17. Side Pockets.** The Board may decide to designate one or more specified investments that (i) lack a readily assessable market value, (ii) are hard to value and/or (iii) are illiquid as side pocket investments (the “Side Pocket Investments”).

Subject to any required regulatory approval and after the Shareholders have duly been informed, the Board is entitled to compulsorily convert, on a pro rata basis, a portion of the outstanding Shares of each Class (if any) of the relevant Sub-Fund(s) into:

- a “side pocket class” (the “SP Class”) which has newly been formed by the Board within the relevant Sub-Fund; or
- a “side pocket Sub-Fund” (the “SP Sub-Fund”), which has specifically created for this purpose by the Board within the Company.

The SP Class or SP Sub-Fund will have an initial Net Asset Value equal to the fair value (which may be the cost) of such Side Pocket Investments net of any costs including deferred fees attributable to that SP Class or SP Sub-Fund.

The Net Asset Value of an SP Class shall not exceed (at the moment of the creation of the SP Class) thirty percent (30%) of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund, and the Side Pocket Investments constituting the portfolio of an SP Sub-Fund must comply with the legal requirements as regards risk diversification.

Any such decision will be taken by the Board with due care and in good faith in the best interest of the Shareholders. The creation of an SP Class or SP Sub-Fund is designed to:

- (a) protect redeeming Shareholders from being paid an amount in respect of these Side Pocket Investments that may be less than their ultimate realization value;
- (b) protect the non-redeeming Shareholders against the disposal of part or all of the most liquid investments in order to satisfy the then-outstanding redemption requests;
- (c) protect new investors by ensuring that they are not exposed to these Side Pocket Investments when subscribing for new Shares in the Sub-Fund where an SP Class was created; or
- (d) avoid a suspension of the calculation of the Net Asset Value (and of subscriptions and redemptions) that may negatively impact the other assets of the relevant Sub-Fund.

The Shares of the SP Class or SP Sub-Fund will be treated as if redeemed as of the date of the compulsory conversion of the relevant Shares into Shares of the SP Class or SP Sub-Fund. The Shares of the SP Class or SP Sub-Fund will further entitle their holders to participate on a pro rata basis in the relevant Side Pocket Investments. The Shares of the SP Class or SP Sub-Fund, upon the Board’s decision, may not be redeemable upon request by a concerned Shareholder.

The Side Pocket Investments will be subject to a separate accounting and the assets and liabilities allocated to an SP Class shall be segregated from other Classes of the Sub-Fund. For the purpose of calculating the Net Asset Value of the SP Class or SP Sub-Fund, the Side Pocket Investments will either be valued at their fair value estimated in good faith and with prudent care by the Board or remain booked at the value of the relevant Side Pocket Investments at the time of the conversion of the relevant Shares into Shares of the SP Class or SP Sub-Fund.

#### Chapter IV - Administration and Management of the Company

**Art. 18. Directors.** The Company shall be managed by a Board composed of not less than three members, who need not be Shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. In case a director is elected without any indication on the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election. Upon expiry of its mandate, a director may seek reappointment.

The directors shall be elected by a General Meeting of Shareholders, which shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. Directors shall be elected by the majority of the votes of the Shares present or represented at such General Meeting. Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the General Meeting. The director removed will remain in function until its successor is elected and take up its functions. In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the Shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next General Meeting.

The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition, management and administration within the Company’s purpose, in compliance with the investment policy and investment restrictions as determined in these Articles and the Private Placement Memorandum.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the General Meeting of Shareholders are in the competence of the Board.



The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member of the Board, officers or other agents, legal or physical person, who may but are not required to be Shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board shall determine and who may, if the Board so authorizes, sub-delegate their powers. The first person entrusted with the daily management may be appointed by the first General Meeting of Shareholders.

The Board may also confer all powers and special mandates to any person, and may, in particular appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board. The officers need not be directors or Shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles of Incorporation, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board. Furthermore, the Board may create from time to time one or several committees composed of directors and/or external persons and to which it may delegate powers as appropriate. The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

**Art. 19. Board Meetings.** The Board shall choose from among its members a chairman. The first chairman may be appointed by the first General Meeting of Shareholders. The Board may choose one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman or any two directors, in Luxembourg or as the case may be from time to time any such other place as indicated in the notice of such meeting. The chairman shall preside at the meetings of the Board and of the Shareholders. In his absence, the Shareholders or the directors shall decide by a majority vote that another director, or in case of a Shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing or by cable, e-mail, facsimile transmission or any other similar means of communication, of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by cable, e-mail, facsimile transmission or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues. Any director may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference or similar means of communications equipment complying with technical features which guarantee an effective participation to the meeting allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of such persons in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company. Each participating director shall be authorized to vote by video or by telephone.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board. The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors are present or represented. Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented and shall not be taken without the consent of the chairman of the Board. In the event that at any meeting the number of votes for and against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions of the Board will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or by any two directors. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the Board meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

**Art. 20. Corporate Signature.** With respect to third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors, including the chairman of the Board or by the single or plural signature(s) of one or more other person (s) to whom authority has been delegated by the Board, as the case may be within the limits of such power.

**Art. 21. Liability of Shareholders.** The Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Company or the Board or any delegates in any manner or capacity, other than by exercising their rights as Shareholders in General Meetings, and shall then only be liable to the extent of their contributions to the Company.

**Art. 22. Investment Policy and Restrictions.** The Board, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied for the Company with respect to its Sub-Funds, (ii) the hedging strategy to be applied in respect of any Sub-Fund and/or Class as the case may be, if any and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company with respect to its Sub-Funds, all within the investment powers and restrictions as shall be set forth by the Board in the Private Placement Memorandum, in compliance with applicable laws and regulations.

The Board shall also have the power to determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investment of the assets of the Company or relevant Sub-Fund(s), in accordance with the 2007 Law including, without limitation, restrictions in respect of:

- the borrowings of the Company and/or Sub-Fund and the pledging of its assets; and
- the maximum percentage of the assets the Company or relevant SubFund(s) which may be invested in any single underlying asset and the maximum percentage of any type of investment which may be acquired.

The Board, acting in the best interests of the Company or relevant SubFund(s), may decide, in accordance with the terms of the Private Placement Memorandum, that all or part of the assets of the Company or relevant Sub-Fund(s) be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other UCIs and/or their sub-funds.

**Art. 23. Conflict of Interests.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the Board or any one or more of the directors and/or officers of the Board is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

Any member or officer of the Board who serves as a director, manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any member or officer of the Board may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and the interest of this director or officer therein, shall be reported to the next following annual General Meeting. The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the investment manager, the depositary bank or such other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board in its discretion.

The preceding paragraph does not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company, which are taken on arm's length terms.

**Art. 24. Indemnification.** The Board and each manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the Company and any of its delegates/representatives ("Indemnified Persons") will be exculpated and entitled to indemnification to the fullest extent permitted by law by the Company against any cost, expense (including attorneys' fees), judgment and/or liability, reasonably incurred by, or imposed upon such person in connection with any action, suit or proceeding (including any proceeding before any administrative or legislative body or agency) to which such person may be made a party or otherwise involved or with which such person will be threatened by reason of being or having been an Indemnified Person; provided, however, that any such person will not be so indemnified with respect to any matter as to which such person is determined not to have acted in good faith in the best interests of the Company (or relevant Sub-Fund) or with respect to any manner in which such person acted in a grossly negligent manner or in material breach of the constitutive documents of the Company or any provisions of relevant service agreement.

Notwithstanding the foregoing, advances from funds of the Company to an Indemnified Person for legal expenses and other costs incurred as a result of a legal action will be made only if the following three conditions are satisfied: (1) the legal action relates to the performance of duties or services by such person on behalf of the Company; (2) the legal action is initiated by a third party to the Company; and (3) such person undertakes to repay the advanced funds in cases in which it is finally and conclusively determined that it would not be entitled to indemnification hereunder.

If an Indemnified Person is determined to have acted in bad faith or recklessness, committed a fraud, gross negligence or willful misconduct, it will then have to reimburse all the expenses paid by the Company on its behalf under the preceding paragraph.

The Company shall not indemnify the Indemnified Persons in the event of claim resulting from legal proceedings between the Company and each manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the same.

## Chapter V - General Meetings

**Art. 25. General Meetings of the Company.** The General Meeting shall represent all the Shareholders - and for the avoidance of doubt, it shall include all Shareholders. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that, any resolution of the General Meeting amending the Articles or creating rights or obligations vis-à-vis third parties must be approved by the Board.

The annual General Meeting shall be held in Luxembourg, either at the Company's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, on the second Wednesday of the month of June at 4:00 pm (Luxembourg time). If this day is not a banking day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next banking day. The annual General Meeting may be held abroad if the Board, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances so require.

Other General Meetings may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

Each Share, notwithstanding its value, shall provide entitlement to one vote. Fractions of Shares do not give their holders any voting right.

**Art. 26. Notices, Quorum Requirements, Majority and Powers of Attorney.** Unless otherwise described therein, the requirements for participation, the quorum and the majority at each General Meeting are those outlined in articles 67 and 67-1 of the 1915 Law.

Notwithstanding the above, any resolution of a General Meeting to the effect of amending the Articles must be passed with:

(i) at first call: a presence quorum of fifty percent (50%) of the Shares issued by the Company, the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast by the Shareholders present/represented at the General Meeting;

(ii) at the second call: with no quorum requirement for the second call, the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast by the Shareholders present/represented at the General Meeting.

At all General Meetings, resolutions must be adopted at the indicated majority, the calculation of which will only be made by counting the expressed votes. Votes relating to Shares for which Shareholders did not participate, abstained from voting, or cast a blank (blanc) or spoil (nul) vote are not taken into account to calculate the majority.

General Meetings shall be convened by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda and sent, to all Shareholders when they are all registered, by registered letter at least eight (8) calendar days prior to the meeting at the Shareholder's address recorded in the register of Shareholders. The giving of such notice to registered Shareholders need not be justified to the meeting. If bearer Shares are issued, the notice of meeting shall in addition be published as provided by law in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations", in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the Board may decide.

If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may take place without notice of meeting.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any General Meeting.

The Board, as well as the Luxembourg independent auditor of the Company or, if exceptional circumstances so require, any two (2) members of the Board acting jointly may convene a General Meeting. They shall be obliged to convene a General Meeting so that it is held within a period of one month, if Shareholders representing one-tenth (1/10) of the subscribed Share capital require it in writing, with an indication of the agenda. One or more Shareholders representing at least one tenth (1/10) of the subscribed Share capital may require the entry of one or more items on the agenda of any General Meeting. This request must be addressed to the Company at least five (5) days before the relevant General Meeting.

In accordance with article 68 of the 1915 Law, any resolution of the General Meeting affecting the rights of the holders of Shares of any Sub-Fund, class or type vis-à-vis the rights of the holders of Shares of any other Sub-Fund(s), class(es) or type(s) shall be subject to a resolution of the General Meeting of such Sub-Fund(s), class(es) or type(s). The resolutions, in order to be valid, must be adopted in compliance with the quorum and majority requirements referred herein, with respect to each concerned Sub-Fund(s), class(es) or type(s).

Shareholders may take part in meetings by designating in writing or by facsimile, telegram or telex, or e-mail with an electronic signature, other persons to act as their proxy.

Shareholders may vote in writing (by way of voting bulletins) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (i) the first and last names, address and signature of the relevant Shareholder, (ii) the indication of the Shares for which the Shareholder will exercise such right, (iii) the agenda as set forth in the convening notice and (iv) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. In order to be taken into account, the original voting bulletins must be received by the Company forty-eight (48) hours before the relevant General Meeting.

Shareholders may also participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the Shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Before commencing any deliberations, the chairman, secretary and scrutineer of the General Meeting shall be appointed by the Shareholders, upon proposition of the Board. The chairman, the secretary and the scrutineer together form the General Meeting's bureau. The minutes of the General Meeting will be signed by the members of the bureau of the General Meeting and by any Shareholder who wishes to do so. However, in case decisions of the General Meeting have to be certified, copies or extracts for use in court or elsewhere must be signed by the chairman of the Board or any two other directors.

**Art. 27. General Meetings in a Sub-Fund or with respect to a Class.** The provisions of articles 25 and 26 hereof shall apply, mutatis mutandis, to such General Meetings which shall then deliberate on matters specific to a given Sub-Fund or Class.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the General Meeting of a Sub-Fund or Class are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

**Art. 28. Termination and Amalgamation of Sub-Funds or Classes.** In the event that, for any reason whatsoever, the value of the total net assets in any Sub-Fund(s) or Class(es) of Shares has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-Fund(s) or Class(es), to be operated in an economically efficient manner; or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, the Board may decide to compulsorily redeem all the Shares of the relevant Sub-Fund(s) or Class(es) at the Net Asset Value (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall be effective. The Company shall serve a notice to Shareholders of the relevant SubFund(s) or Class(es) prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations. Where applicable and unless it is otherwise decided in the interests of or to keep equal treatment between the Shareholders, the Shareholders of the concerned SubFund(s) or Class(es) may continue to request redemption of their Shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, and in any other circumstances, a General Meeting of any one or all Classes of Shares issued in any Sub-Fund may upon proposal from the Board, decide the redemption of all the Shares of the relevant Class(es) and refund to the Shareholders the NAV of their Shares (taking into account actual realization prices of Portfolio Investments and realization expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall be effective. There shall be no quorum requirements for such General Meeting which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the depositary of the Company for a period of nine (9) months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the Board may decide to allocate the assets of the Company or of a SubFund(s) to those of another existing Sub-Fund of the Company or another existing Luxembourg undertaking for collective investment organized under the provisions of the 2007 Law or the law dated 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment, as amended (and replacing the law dated 20 December 2002 concerning undertakings for collective investment), or one of the sub-funds within such other undertaking for collective investment (the "new fund" or "new subfund"), and to redesignate the Shares of the concerned Sub-Fund(s) or Class(es) as Shares of the new fund or new sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new fund or new sub-fund), in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred de jure to the new fund or sub-fund.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company, may be decided upon by a General Meeting of the relevant Sub-Fund and/or Class, for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, with the consent of the Board.

Furthermore, in other circumstances than those described in this article, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to the Company or the relevant Sub-Fund(s) to another undertaking for collective investment referred to in the fourth paragraph of this article or to a sub-fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the Shareholders of the relevant Sub-Fund(s) or Class(es). There shall be no quorum requirements for such General Meeting, which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, with the consent of the Board, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such Shareholders who have voted in favor of such amalgamation.

Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant SubFund(s) or Class(es).

All Shares which shall be redeemed in accordance with this article shall be cancelled.

## Chapter VI - General Provisions

**Art. 29. Financial Year.** The Company's financial year shall start on January 1<sup>st</sup> of each year and shall end on December 31<sup>st</sup> of each year.

The Company shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.

At the latest one month prior to the annual General Meeting, the Board will submit the Company's balance sheet and profit and loss account together with its report and such other documents as may be required by law to the independent auditor of the Company who will thereupon draw up its report.

At the latest 15 (fifteen) days prior to the annual General Meeting, the balance sheet, the profit and loss account, the reports of the Board and of the independent auditor and such other documents as may be required by law shall be deposited at the registered office of the Company where they will be available for inspection by the Shareholders during regular business hours.

**Art. 30. Distributions.** The Board shall, within the limits provided by law and the Articles, determine how the results of the Company and its Sub-Funds shall be disposed of, and may from time to time declare distributions of dividends in compliance with the principles set forth in the Private Placement Memorandum.

Distributions may only be made provided the net assets of the Company do not fall below the minimum subscribed capital prescribed by the 2007 Law, i.e. one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-).

For any Class entitled to distributions, the Board may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law, the Articles and Private Placement Memorandum.

Payments of distributions to Shareholders shall be made to their addresses in the Register.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board shall determine from time to time. The Board may also decide, subject to the terms and conditions of the Private Placement Memorandum, to distribute new Shares of pre-existing or new Classes in lieu of cash dividends, or to redeem a percentage of the Shares in issue, as further determined in the Private Placement Memorandum.

Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the Class(es) issued by the Company or a given Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

**Art. 31. Auditor.** The Company shall have the accounting data contained in the annual report inspected by a Luxembourg independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the General Meeting, which shall set its remuneration, paid by the Company. The auditor shall fulfill all duties prescribed by the 2007 Law and any other applicable Luxembourg law.

**Art. 32. Depositary Bank.** The Company will appoint a Luxembourg depositary bank which meets the requirements of the 2007 Law.

The depositary bank shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law.

**Art. 33. Winding-up / Liquidation.** The Company may at any time upon proposition of the Board be dissolved by a resolution of the General Meeting subject to the quorum and majority requirements necessary for amending the Articles.

Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital provided for by the 2007 Law, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the General Meeting by the Board. The General Meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the Shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the General Meeting whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital provided for by the 2007 Law. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the Shares represented at the General Meeting.

The General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be.

The liquidation of the Company shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the General Meeting which shall determine their powers and their compensation.

The liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to Shareholders in proportion to their rights.

At the end of the liquidation process of the Company, or after nine (9) months from the beginning of the liquidation process if it has not yet been terminated, any amounts that have not been claimed by the Shareholders will be paid into the Caisse de Consignation, which keep them available for the benefit of the relevant Shareholders during the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

**Art. 34. Applicable Law.** In respect of all matters not governed by the Articles, the parties shall refer to the provisions of the 1915 Law, and the relevant law and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the 2007 Law.

#### *Subscription and Payment*

The capital of the Company has been subscribed as follows:

Name of subscriber	Number of subscribed Shares	Value
KRISTIAN GERHARD JEBSEN GROUP LIMITED . . . . .	Forty-five (45) Shares	USD 45,000.-

Upon incorporation, all Shares were fully paid-up, as it has been justified to the undersigned Notary.

*Transitional dispositions*

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on December 31<sup>st</sup>, 2013. By way of derogation with the provisions of article 25 and in line with the provisions of the 1915 Law, the first annual General Meeting of Shareholders shall be held in Luxembourg at the latest eighteen (18) months after the incorporation of the Company, i.e. exceptionally the first Wednesday of May 2014 at the latest.

The first annual report of the Company will be dated December 31<sup>st</sup>, 2013.

*Expenses*

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately three thousand Euros (EUR 3,000.-).

*Statement*

The undersigned Notary states that the conditions provided for in articles 26, 263 and 26-5 of the 1915 Law, have been observed.

*Extraordinary General Meeting of Shareholders*

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named persons, representing the entire subscribed capital of the Company and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting of Shareholders. Having first verified that it was regularly constituted, the meeting took the following resolutions:

*1. First resolution*

The following are elected as directors for a term to expire at the close of the annual general meeting of shareholders which shall deliberate on the annual accounts as at 31 December 2013:

- Mr. Hans Peter Jebesen, chairman of the Kristian Gerhard Jebsen Group, born in Bergen (Norway), on March 6, 1957, with professional address at P.O. Box 1412, 0115 Oslo, Norway;
- Ms. Jennifer Kelly, certified public accountant, born in North Carolina (United States of America), on February 14, 1965, with professional address at 14 Par-la-Ville Road, 3<sup>rd</sup> floor, Par-la-Ville Place, Hamilton HM 08, Bermuda; and
- Mr. Abel van Staveren, financial controller of the Kristian Gerhard Jebsen Group, born in Alkmaar (the Netherlands), on February 6, 1972, with professional address at P.O. Box 1412 - Vika, 0116 Oslo, Norway.

*2. Second resolution*

The following director is appointed as chairman of the Board:

Mr. Hans Peter Jebesen, prenamed.

*3. Third resolution*

The registered office of the Company shall be at 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald, Grand Duchy of Luxembourg.

*4. Fourth resolution*

The independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) for the Company shall be PricewaterhouseCoopers Société Coopérative, with registered office at 400, route d'Esch, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the RCS Luxembourg under number B 65.477. The auditor shall remain in office until the close of annual general meeting approving the accounts of the Company as of December 31<sup>st</sup>, 2013.

*5. Fifth resolution*

In compliance with Article 60 of the 1915 Law, the general meeting of Shareholders authorizes the Board to delegate the day-to-day management of the Company as well as the representation of the Company in connection herewith to one or several representatives.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named person, this deed is worded in English.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their name, surname, status and residence, the appearing person signed together with the notary the present original deed.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 novembre 2012. Relation: LAC/2012/53438. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 15 novembre 2012.

Référence de publication: 2012149688/942.

(120197222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

---

**DWS Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 74.377.

---

Der Teilfonds DWS Funds FlexWorld I wurde planmäßig zum 14. April 2009 aufgelöst. Der Liquidationsprozess ist abgeschlossen. Die State Street Bank Luxembourg S.A., in ihrer Funktion als Depotbank, hat das Fondsvermögen an die Anteilhaber ausgezahlt. Es wurden keine Beträge an die Caisse de Consignation überwiesen.

Luxemburg im November 2012.

DWS Funds.

---

Référence de publication: 2012151364/755/10.

---

**Patrimoine & Consulting Luxembourg S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 32, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 73.106.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012128311/9.

(120169058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2012.

---

**Calumite S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, Zone Industrielle d'Esch-Schiffange.

R.C.S. Luxembourg B 17.961.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour CALUMITE S.A.*

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2012128629/11.

(120169629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2012.

---

**Luxite Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1899 Kockelscheuer,

R.C.S. Luxembourg B 25.966.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 3 octobre 2012.

Référence de publication: 2012128876/10.

(120169968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2012.

---

**Patrik Enblad S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 100.841.

—  
**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale  
extraordinaire tenue au siège social le 7 décembre 2011*

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Patrick Enblad S.à r.l. a pris les résolutions suivantes:

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société Patrick Enblad S.à r.l., en liquidation, a définitivement cessé d'exister. Les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans suivant la liquidation auprès de la société Parfinindus S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012129001/16.

(120169688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2012.

**YK Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 171.641.

—  
L'AN DEUX MILLE DOUZE, LE QUINZE NOVEMBRE.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert.

**A COMPARU**

YK Luxembourg Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26-28, rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 171632,

ici représentée par Madame Chantal KEEREMAN, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 14 novembre 2012.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le comparant est l'associé unique d'YK Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 26-28, rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 27 septembre 2012, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations n° 2489 du 6 octobre 2012, page 119.427 (la "Société").

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter ses résolutions portant sur l'ordre du jour suivant:

*I. Ordre du Jour:*

1. Approbation de l'apport d'une branche d'activité de YKF, une société anonyme de droit français, ayant son siège social au 8, rue des Francs- Bourgeois, 75003 Paris, France, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 489 809 186 (la «Société Apporteuse» ) consistant en l'activité de franchiseur et plus particulièrement tous les actifs et passifs s'y rattachant (l'«Apport de la Branche d'Activité») à la Société (la Société collectivement avec la Société Apporteuse, les «Sociétés Concernées») conformément au (i) projet d'apport de branche d'activité soumis au régime des scissions déposé auprès du RCSL et tel que publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») et au (ii) rapport écrit détaillé sur le projet d'apport de branche d'activité soumis au régime des scissions établi par le conseil de gérance de la Société tel que déposé au siège social de la Société en date du 12 octobre 2012.

2. Approbation de la soumission de l'Apport de la Branche d'Activité au régime des scissions conformément aux articles 285 à 308 (à l'exception de l'article 303) en application de l'article 308 bis-3 de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée.

3. Décision d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de un million deux cent trente mille deux cent trente Euros (1.230.230 EUR) par l'émission de un million deux cent trente mille deux cent trente (1.230.230) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de un Euro (1 EUR) chacune les «Actions d'Apport») en contrepartie de l'Apport de la Branche d'Activité.

4. Attribution des Actions d'Apport à la Société Apporteuse avec effet à la date d'effet de l'Apport de la Branche d'Activité.

5. Modification subséquente du paragraphe 6.1 de l'Article 6 des Statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital ci-dessus.



6. Prise d'effet de l'Apport de la Branche d'Activité et des autres points à l'ordre du jour.

II. Les dispositions de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée (la "LSC") relatives aux transferts de branche d'activités et aux scissions ont été respectées comme suit:

1. Le projet d'apport de branche d'activité soumis au régime des scissions tel qu'établi conjointement par les organes de gestion des Sociétés Concernées a été déposé auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et a été publié au Mémorial C le 10 octobre 2012, un mois au moins avant la date de l'assemblée générale des actionnaires de la Société Apporteuse convoquée afin d'approuver l'Apport de la Branche d'Activité et la date de cet acte.

2. Un rapport écrit a été établi respectivement par le Conseil d'Administration de la Société Apporteuse et par le conseil de gérance de la Société, décrivant les raisons de l'Apport de la Branche d'Activité et sa rémunération ainsi que les conséquences juridiques, économiques et sociales de l'Apport de la Branche d'Activité. Une copie de ces rapports écrits, après, avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

3. Le commissaire unique à la scission Monsieur Marc LAUT, Société d'expertise Comptable, demeurant 92 rue de Courcelles, 75017 Paris, France, désigné sur requête conjointe des Sociétés Concernées, par ordonnance rendue en date du 19 septembre 2012 par le Président du Tribunal de Commerce de Paris a émis deux rapports destinés aux Sociétés Concernées. Un exemplaire des rapports et une copie de l'ordonnance, après avoir été signés ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant resteront annexés au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

4. Les rapports écrits et les documents respectifs requis par l'Article 295 de la LSC ont été déposés au siège social des Sociétés Concernées, en vue de leur consultation par les actionnaires, un mois au moins avant la date de cet acte, et la date de la tenue de l'assemblée générale des actionnaires de la Société Apporteuse appelée à se prononcer sur l'Apport de la Branche d'Activité. Une attestation de la Société émise en date du 14 novembre 2012 certifiant la disponibilité de ces documents, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

III. L'Apport de la Branche d'Activité a été approuvé par l'assemblée générale des actionnaires de la Société Apporteuse en date du 15 novembre 2012.

IV. Les résolutions suivantes sont prises par le comparant:

#### *Première résolution*

L'associé unique, après avoir pris connaissance:

- du projet d'apport de branche d'activité soumis au régime des scissions daté du 28 septembre 2012 établi conjointement par les organes de gestion des Sociétés Concernées;
- du rapport sur le projet d'Apport de la Branche d'Activité daté du 3 octobre 2012 établi par le Conseil d'Administration de la Société Apporteuse;
- du rapport écrit détaillé sur le projet d'Apport de la Branche d'Activité daté du 9 octobre 2012 établi par le conseil de gérance de la Société conformément à l'Article 293 de la LSC;
- du rapport du commissaire à la scission sur la valeur des apports établi par Monsieur Marc LAUT, daté du 8 octobre 2012, destiné aux actionnaires des Sociétés Concernées conformément à l'Article 294 de la LSC;
- du rapport du commissaire à la scission sur la rémunération des apports établi par Monsieur Marc LAUT, daté du 8 octobre 2012 destiné aux actionnaires des Sociétés Concernées conformément à l'article 236-10 du Code de commerce français;

approuve l'Apport de la Branche d'Activité telle qu'envisagée par le projet d'apport de branche d'activité soumis au régime des scissions publié au Mémorial C et les rapports écrits établis par les organes de gestion des Sociétés Concernées.

#### *Deuxième résolution*

L'associé unique approuve la soumission de l'Apport de la Branche d'Activité au régime des scissions conformément aux Articles 285 à 308 (à l'exception de l'Article 303) en application de l'Article 308 bis-3 de la LSC.

#### *Troisième résolution*

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de un million deux cent trente mille deux cent trente Euros (1.230.230 EUR) afin de le porter à un million deux cent quarante-deux mille sept cent trente Euros (1.242.730 EUR) par l'émission de un million deux cent trente mille deux cent trente (1.230.230) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de un Euro (1 EUR) chacune.

#### *Souscription et Libération*

YKF, une société anonyme de droit français avec siège social 8, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 489 809 186, représentée par Maître Sandrine BRUZZO, en vertu d'une procuration donnée en date du 14 novembre 2012, a déclaré souscrire et libérer intégralement les un million deux cent trente mille deux cent trente (1.230.230) parts sociales nouvelles en contrepartie de l'Apport de la Branche d'Activité telle que décrite dans le projet d'apport de branche d'activité soumis au régime des scissions.

La valeur nette de l'Apport de la Branche d'Activité est évaluée à un million deux cent trente mille deux cent trente Euros (1.230.230 EUR) tel qu'il résulte du rapport du commissaire à la scission sur la valeur des apports établi par Monsieur Marc LAUT, commissaire unique à la scission, en date du 8 octobre 2012.

Ce rapport du commissaire à la scission sur la valeur des apports conclut que:

*«Conclusion*

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur des apports retenue s'élevant à 1.230.230 € (montant à parfaire) n'est pas surévaluée et, en conséquence que l'actif net apporté est au moins égal au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire de l'apport partiel d'actif, étant observé qu'il n'est pas prévu de prime d'émission.

Nous n'avons pas relevé d'avantages particuliers stipulés.»

Il résulte d'une attestation établie par YKF en date du 15 novembre 2012 que la valeur nette de l'Apport de la Branche d'Activité telle que déterminée par Monsieur Marc LAUT en date du 8 octobre 2012 n'a pas varié. Une copie de ladite attestation, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

*Quatrième résolution*

L'associé unique décide d'allouer à la Société Apporteuse les un million deux cent trente mille deux cent trente (1.230.230) nouvelles parts sociales de la Société, à la date d'effet de l'Apport de la Branche d'Activité.

Les parts sociales de la Société nouvellement émises donneront droit à toute distribution faite sur les parts sociales de la Société à partir de la date d'effet de l'Apport de la Branche d'Activité.

*Cinquième résolution*

Conformément aux résolutions qui précèdent, l'associé unique décide de modifier le paragraphe 6.1 de l'Article 6 des Statuts de la Société comme suit:

**Version anglaise**

**Art. 6. Capital.**

6.1. «The corporate capital of the Company is fixed at one million two hundred and forty-two thousand seven hundred and thirty Euros (EUR 1,242,730) represented by one million two hundred and forty-two thousand seven hundred and thirty (1,242,730) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each (hereafter the «Shares»). The holders of the Shares are together referred to as the «Shareholders».»

**Version française**

**Art. 6. Capital social.**

6.1. «Le capital social de la Société est fixé à un million deux cent quarante-deux mille sept cent trente euros (EUR 1.242.730) représenté par un million deux cent quarante-deux mille sept cent trente (1.242.730) parts sociales ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune (ci-après les «Parts Sociales»). Les détenteurs de Parts Sociales sont désignés ensemble comme les «Associés».»

*Sixième résolution*

L'associé unique constate que l'Apport de la Branche d'Activité et tous les autres points objets des résolutions précédentes prendront effet à la date de publication du présent acte notarié au Mémorial C.

*Déclaration*

Conformément à l'Article 300 (2) de la LSC, le notaire instrumentant déclare avoir vérifié et atteste l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société en vue de la réalisation de l'Apport de la Branche d'Activité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société en raison du présent acte, est estimé à EUR 2.700.-.

Le notaire soussigné déclare que sur la demande de la personne comparante, le présent acte est rédigé uniquement en français.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénoms, état et demeure, ledit mandataire du comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. KEEREMAN, S. BRUZZO, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 16 novembre 2012. Relation: RED/2012/1509. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 16 novembre 2012.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2012150679/153.

(120197945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2012.

---

**Bridan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1740 Luxembourg, 6, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 112.403.

---

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012129276/9.

(120170962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2012.

---

**Bridan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1740 Luxembourg, 6, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 112.403.

---

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012129277/9.

(120170963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2012.

---

**Bridan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1740 Luxembourg, 6, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 112.403.

---

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012129278/9.

(120170964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2012.

---

**Bridan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1740 Luxembourg, 6, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 112.403.

---

Les comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012129279/9.

(120170965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2012.

---

**Chaussures Léon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64A, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 27.343.

---

EXTRAIT

- Il résulte de la résolution prise par les associés réunis en assemblée générale en date du 31 juillet 2012 que:

\* La démission de Madame Paulette ACKERMANN de son poste de gérante de la société est acceptée avec effet immédiat.

Suite à cette démission, Madame Corinne CAHEN devient gérante unique de la société, avec pouvoir d'engager valablement la société en toutes circonstances par sa seule signature

- Suite à deux conventions de cession de parts sociales conclues sous-seing privé en date du 6 août 2012 et acceptée par la gérance au nom de la société, il résulte que le capital social de la société CHAUSSURES LEON S.à r.l., représenté par 100 parts sociales d'une valeur nominale de 310 EUR chacune est désormais intégralement détenu par Madame Corinne CAHEN, employée privée, née le 16 mai 1973 à Luxembourg, demeurant à L-1541 Luxembourg, 15, boulevard de la Fraternité.

Luxembourg, le 9 août 2012.

Pour extrait conforme

Corinne CAHEN

Gérante

Référence de publication: 2012129312/23.

(120171101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2012.

**Finanim S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 51.968.

**Madliena S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 172.705.

L'AN DEUX MILLE DOUZE, LE SEIZE NOVEMBRE,

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert,

Ont comparu:

- Monsieur Jean-Hugues DOUBET, Administrateur, demeurant professionnellement à Luxembourg, en sa qualité de mandataire du Conseil d'Administration de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée FINANIM S.A., avec siège social au 6, rue Dicks à L-1417 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 51.968

Constituée en date du 20 juillet 1995 par acte devant Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence alors à Esch-sur-Alzette, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C numéro 540 du 23 octobre 1995. Les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le même Notaire en date du 14 décembre 1995, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C numéro 117 du 7 mars 1996 et en date du 18 juillet 1996, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C numéro 538 du 23 octobre 1996. Suivant la procédure prévue par la loi du 10 décembre 1998, l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 13 novembre 2000 a procédé à la conversion de devise du capital social en euro et à l'augmentation dudit capital, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C numéro 344 du 11 mai 2001. Les statuts ont été modifiés le 08 juin 2007 suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C numéro 1951 du 11 septembre 2007.

La société a un capital social de huit cent soixante-huit mille euros (EUR 868.000,00) représenté par deux mille huit cents (2.800) actions de valeur nominale de trois cent dix euros (EUR 310,00) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées,

Monsieur Jean-Hugues DOUBET, pré-qualifié, est habilité aux fins des présentes par décision du Conseil d'Administration tenu par voie circulaire en date du 14 novembre 2012,

dénommée ci-après «la société absorbante» d'une part,

et,

- Monsieur Jean-Hugues DOUBET, Administrateur, demeurant professionnellement à Luxembourg, en sa qualité de mandataire du Conseil d'Administration de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée MADLIENA S.A. avec siège social au 6, rue Dicks à L-1417 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 172.705.

Transférée à Luxembourg le 09 novembre 2012 par devant le notaire Cosita DELVAUX. La société a un capital social de trente et un mille euros (EUR 31.000,00) représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,00) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées,

Monsieur Jean-Hugues DOUBET, pré-qualifié est habilité aux fins des présentes par décision du Conseil d'Administration en date du 15 novembre 2012,

dénommée ci-après «la société absorbée», d'autre part,

ces deux sociétés sont soumises à la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'acter le projet de fusion qui suit:

**PROJET DE FUSION**

1. La société anonyme de droit luxembourgeois dénommée FINANIM S.A., avec siège social au 6, rue Dicks à L-1417 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg B 51.968, constituée en date du 20 juillet 1995 par acte devant Maître Jacques

DELVAUX, notaire de résidence alors à Esch-sur-Alzette, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C numéro 540 du 23 octobre 1995. Les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le même Notaire en date du 14 décembre 1995, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C numéro 117 du 7 mars 1996 et en date du 18 juillet 1996, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C numéro 538 du 23 octobre 1996. Suivant la procédure prévue par la loi du 10 décembre 1998, l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 13 novembre 2000 a procédé à la conversion de devise du capital social en euro et à l'augmentation dudit capital, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C numéro 344 du 11 mai 2001. Les statuts ont été modifiés le 08 juin 2007 suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C numéro 1951 du 11 septembre 2007.

Ladite société a un capital social de huit cent soixante-huit mille euros (EUR 868.000,00) représenté par deux mille huit cents (2.800) actions de valeur nominale de trois cent dix euros (EUR 310,00) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

FINANIM S.A. détient l'intégralité (100 %) des actions représentant la totalité du capital social de la société anonyme de droit luxembourgeois MADLIENA S.A., s'élevant à trente et un mille euros (EUR 31.000,00) représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,00) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées et donnant droit de vote dans la société anonyme de droit luxembourgeois MADLIENA S.A., avec siège social au 6, rue Dicks à L-1417 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 172.705.

Aucun autre titre donnant droit de vote ou donnant des droits spéciaux n'a été émis par les sociétés pré-mentionnées (encore appelées sociétés fusionnantes).

2. La société anonyme FINANIM S.A. (encore appelée la société absorbante) entend fusionner conformément aux dispositions de l'article 278 et 279 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et les textes subséquents, avec la société MADLIENA S.A. (encore appelée la société absorbée) par absorption de cette dernière.

3. La date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour compte de la société absorbante est fixée au jour où la fusion deviendra définitive.

4. Aucun avantage particulier n'est attribué aux administrateurs, commissaires ou réviseurs des sociétés qui fusionnent.

5. La fusion prendra effet entre parties un mois après la publication du projet de fusion au Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales.

6. Les actionnaires de la société absorbante ont le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège des documents indiqués à l'article 267 (1) a) b) et c) de la loi sur les sociétés commerciales et ils peuvent en obtenir une copie intégrale sans frais et sur simple demande.

7. Un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins 5% (cinq pour cent) des actions du capital souscrit, ont le droit de requérir, pendant le même délai, la convocation d'une assemblée appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion, laquelle assemblée doit alors être tenue dans le mois de la réquisition.

8. A défaut de la réquisition d'une Assemblée ou du rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive, comme indiqué ci-avant au point 5) et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales et notamment sous son littéra a).

9. Les sociétés fusionnantes se conformeront à toutes les dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de toutes impositions éventuelles ou taxes résultant de la réalisation définitive des apports faits au titre de la fusion, comme indiqué ci-après.

10. Décharge pleine et entière est accordée aux organes de la société absorbée.

11. Les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

#### *Formalités*

La société absorbante:

- effectuera toutes les formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la fusion,
- fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il conviendra pour faire mettre à son nom les éléments d'actif apportés,
- effectuera toutes formalités en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

#### *Remise de titres*

Lors de la réalisation définitive de la fusion, la société absorbée remettra à la société absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats (prêt, de travail, de fiducie...) archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

#### *Frais et Droits*

Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la fusion seront supportés par la société absorbante.

La société absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la société absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

*Election de domicile*

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite ou la conséquence ainsi que pour toutes justifications et notifications, il est fait élection de domicile au siège social de la société absorbante.

*Pouvoirs*

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, dépôts, publications et autres.

Le notaire soussigné déclare attester conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales la légalité du présent projet de fusion établi en application de l'art. 278 de la loi sur les sociétés.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite aux mandataires des sociétés comparantes et interprétation leur donnée en une langue d'eux connue, ces derniers, tous connus du notaire instrumentant par nom, prénom état et demeure, ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.-H. DOUBET, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 16 novembre 2012. Relation: RED/2012/1510. Reçu douze euros 12,00 €

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 16 novembre 2012.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2012150711/123.

(120198507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2012.

---

**Levant Energy Ventures, Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 156.267.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012130875/10.

(120172508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2012.

---

**Ohana Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.000,00.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 163.371.

Il est par la présente porté à la connaissance de tout intéressé que Monsieur Eric CHAPIER, né le 25 octobre 1966 à Nancy (France), a démissionné de son poste de gérant de la Société avec effet au 30 avril 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 octobre 2012.

Référence de publication: 2012130946/12.

(120172857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2012.

---

**Hill-Rom Singapore Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 43.660.860,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 171.727.

Suite à la cession de parts intervenue en date du 17 septembre 2012 entre Hill-Rom Services, Inc. et Hill-Rom Finance Limited Partner, Inc., les 43.660.860 parts sociales de la Société sont désormais détenues comme suit:

- Hill-Rom Finance Limited Partner, Inc. ayant son siège social au 1069, State Route 46E, Batesville, Indiana 47006, Etats-Unis, détient la totalité des 43.660.860 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1,- chacune.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hill-Rom Singapore Holdings S.à r.l.  
Jack Mudde  
Gérant

Référence de publication: 2012131404/16.

(120173001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2012.

---

**Globesoft International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 96.523.

—  
EXTRAIT

Il résulte d'une cession de parts intervenue en date du 25 avril 2012 que:

Monsieur Bengt SVENSSON, demeurant à Sickla Kanalgata 22, 120 67 Stockholm, Suède, a cédé 5 parts sociales de la société GLOBESOFT INTERNATIONAL S.à r.l. à Monsieur Fredrik SVENSSON, demeurant à Klisättravägen 25B, 138 33 Älta,

Monsieur Fredrik SVENSSON, demeurant à Klisättravägen 25B, 138 33 Älta, a cédé 1 part sociale de la société GLOBESOFT INTERNATIONAL S.à r.l. à Monsieur Niklas SKOG, demeurant à Fannys väg 5, 131 54 Nacka, Suède.

Cette cession de parts a été notifiée et acceptée par la société GLOBESOFT INTERNATIONAL S. à r.l. en date du 25 avril 2012 conformément à l'article 1690 du Code Civil et à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Suite à cette cession, le capital social de la société GLOBESOFT INTERNATIONAL S. à r.l. est détenu comme suit:

- Monsieur Bengt SVENSSON, demeurant à Sickla Kanalgata 22, 120 67 Stockholm, Suède, 0 part sociale;
- Monsieur Fredrik SVENSSON, demeurant à Klisättravägen 25B, 138 33 Älta, 400 parts sociales;
- Monsieur Niklas SKOG, demeurant à Fannys väg 5, 131 54 Nacka, Suède, 50 parts sociales.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 27 septembre 2012.

Référence de publication: 2012129440/23.

(120170913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2012.

---

**IS European Projects Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 127.030.

—  
*Extrait des résolutions prises à l'associé unique de la société tenue en date du 1<sup>er</sup> octobre 2012 approuvant les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009*

Le mandat des gérants:

1. Monsieur Stephen LAWRENCE, demeurant actuellement 2, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg, gérant;
  2. Monsieur Pii KETVEL, demeurant actuellement 2, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg, gérant;
  3. Monsieur Bernd JANIETZ, demeurant actuellement 2, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg, gérant;
- est renouvelé jusqu'à l'issue de la prochaine assemblée générale ordinaire de la Société statuant sur les comptes clos en décembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Référence de publication: 2012129489/18.

(120170920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2012.

---

**Alternative Property Income Venture S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 124.359.

**Luxco Properties 9 Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 132.153.

—  
MERGER PROPOSAL

In the year two thousand and twelve, on the thirteenth day of November.  
Before Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg),

There appeared:

Mrs Carla ALVES SILVA, employee, residing professionally in Luxembourg,  
acting as duly authorised representative of the general manager of ALTERNATIVE PROPERTY INCOME VENTURE S.C.A. a company governed by the laws of Luxembourg having its registered office in L-1331 Luxembourg, 21, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte (RCS Luxembourg N° B 124.359, incorporated pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg on February 8<sup>th</sup>, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 663 on April 20<sup>th</sup>, 2007 (hereafter the "Absorbing Company ")),

by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on 12<sup>th</sup> November 2012, a copy of which, after having been initialled and signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration, and

Mrs Carla ALVES SILVA, employee, residing professionally in Luxembourg,  
acting as duly authorised representative of the board of managers of the private limited liability company, Luxco Properties 9 S.à r.l., having its registered office at L-1030 Luxembourg, 412F, Route d'Esch, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 132.153, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on September 28<sup>th</sup>, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2477 on October 31<sup>th</sup>, 2007 (hereafter the "Absorbed Company")

by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on 12<sup>th</sup> November 2012, a copy of which, after having been initialled and signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, duly represented as stated above, has requested the undersigned notary to draw-up the following merger proposal:

MERGER PROPOSAL

1) During their meetings of September 19<sup>th</sup>, 2012, the general manager of ALTERNATIVE PROPERTY INCOME VENTURE S.C.A. and the board of managers of Luxco Properties 9 S.à r.l. have decided to carry out a merger by absorption of Luxco Properties 9 S.à r.l. by ALTERNATIVE PROPERTY INCOME VENTURE S.C.A., by which all the assets and liabilities of Luxco Properties 9 S.à r.l. will be transferred to ALTERNATIVE PROPERTY INCOME VENTURE S.C.A., in accordance with Articles 259 and subsequent to the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law").

2) ALTERNATIVE PROPERTY INCOME VENTURE S.C.A. has a share capital amounting to EUR 7,747,737.- (seven million seven hundred forty-seven thousand seven hundred thirty-seven euro), represented by:

- 7,612,392 (seven million six hundred and twelve thousand three hundred ninety-two) limited shareholder shares (the "Limited Shareholder Shares"),

- 132,245 (one hundred thirty-two thousand two hundred forty-five) unlimited shareholder shares (the "Unlimited Shareholder Shares"),

- 3,100 (three thousand one hundred) preference shares (the "Preference Shares"),

with a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each (hereafter referred to as the "Shares") and holds the entire share capital of Luxco Properties 9 S.à r.l. which amounts to EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro) divided into 500 (five hundred) corporate units with a nominal value of EUR 25.- (twenty-five Euro) each.

3) ALTERNATIVE PROPERTY INCOME VENTURE S.C.A. (the "Absorbing Company") intends to merge with Luxco Properties 9 S.à r.l. (the "Absorbed Company" and the Absorbing Company will be referred to as the "Merging Companies") by absorption of the latter, in accordance with the provisions of Articles 278 and 279 of the Law and the subsequent provisions.

4) None of the Merging Companies have shareholders entitled to specific rights or holder of securities other than shares.



5) No specific advantage has been granted to any of the directors, statutory auditors or independent auditors of the Merging Companies.

6) The date from which the transactions of the Absorbed Company will be considered, from an accountancy point of view, complete on behalf of the Absorbing Company is set as of 1<sup>st</sup> January 2013.

7) Between the parties the merger will only take effect one month after the publication of the present merger proposal in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations in accordance with article 9 of the Luxembourg Company Law.

The merger will take effect towards third parties the day of the publication in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the certificate noticing that the conditions of the article 279 or the article 281 are satisfied, in accordance with both articles 9 and 273 of the Luxembourg law on trading companies.

8) Within one month of the publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the merger proposal, the shareholder of the Absorbing Company is entitled to view the documents indicated in article 267 (1) a) b) and c) of the Law and at the registered office can obtain a full copy free of charge and upon simple request.

9) Within the same period of time, the shareholder of the Absorbing Company owning more than 5% of the shares of the subscribed capital is entitled to request the convening of a general meeting, which will decide on the approval of the merger. Such meeting must be held within one month of the request to hold such.

10) If no meeting is convened or for the case that such a meeting has rejected the merger proposal, the merger will become definitive, as indicated under item 7) and will trigger the effects provided for in article 274 of the Law, to the exception of paragraph (1) (b) of the same article.

11) The merger is operated on the basis of the book values.

12) The directors and statutory auditors' mandates end the day of the merger and discharge will be granted to the bodies of the Absorbed Company.

13) The Absorbing Company will assume all the necessary formalities which will give effect to the merger and to the transfer of all the rights and obligations from the Absorbed Company to the Absorbing Company.

14) The corporate documents of the Absorbed Company will be kept at the registered office of the Absorbing Company for the necessary period required by law.

#### *Handing over of the shares*

Upon completion of the merger, the Absorbed Company will hand over to the Absorbing Company the originals of all its articles of incorporation and association, accounting books and other accounting documents, property deeds or other documentary evidence of property of all assets, documentary evidence of transactions, stock and other agreements, archives as well as any other documents related to the contributed assets.

#### *Expenses and Rights*

All expenses, fees and remuneration of all kind due in relation to the merger will be assumed by the Absorbing Company and are estimated to approximately one thousand euros (EUR 1,000.-).

The Absorbing Company will settle, if the case arises, the taxes due by the Absorbed Company on the capital and on the profits regarding the financial years that have not been taxed yet.

In accordance with the provisions of article 271(2) of the Law, the undersigned notary certifies the existence and legality of the deeds and formalities falling to the Merging Companies as well as of the present merger proposal.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same

persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas this deed has been read and signed by Us and the appearing party already known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, and has also been signed by the notary himself.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mil douze, le treize novembre.

Par devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg),

A comparu:

Madame Carla ALVES SILVA, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg

agissant en tant que mandataire du gérant (associé commandité) de la société ALTERNATIVE PROPERTY INCOME VENTURE S.C.A. une société en commandite par actions soumise aux lois de Luxembourg avec siège social à L-1331 Luxembourg, 21, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte (RCS Luxembourg N° B 124.359), constituée par acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à in Luxembourg le 8 février 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 663 du 20 avril 2007 (ci-après, la "société absorbante"),

en vertu d'une procuration lui conférée sous seing privé donnée à Luxembourg en date du 12 novembre 2012, dont une copie, après avoir été paraphée et signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, sera annexée au présent acte aux fins de formalisation, et

Madame Carla ALVES SILVA, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg

agissant en tant que mandataire du conseil de gérance de la société à responsabilité limitée Luxco Properties 9 S.à r.l., ayant son siège social à L-1030 Luxembourg, 412F, Route d'Esch, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 132.153, constituée par acte reçu par le notaire instrumentant le 28 septembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2477 de 31 octobre 2007 (ci-après, la "société absorbée"),

en vertu d'une procuration lui conférée sous seing privé à Luxembourg en date du 12 novembre 2012 dont une copie, après avoir été paraphée et signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, sera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Laquelle comparante, dans sa qualité décrite ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter le projet de fusion qui suit:

### PROJET DE FUSION

1) Lors de leurs réunions du 19 septembre 2012, le gérant (associé commandité) de ALTERNATIVE PROPERTY INCOME VENTURE S.C.A. et le conseil de gérance de Luxco Properties 9 S.à r.l. ont pris la décision de réaliser une fusion par absorption de Luxco Properties 9 S.à r.l. par ALTERNATIVE PROPERTY INCOME VENTURE S.C.A., ayant pour effet de transférer l'ensemble des éléments d'actif et de passif de Luxco Properties 9 S.à r.l. à ALTERNATIVE PROPERTY INCOME VENTURE S.C.A., conformément aux Articles 259 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi").

2) ALTERNATIVE PROPERTY INCOME VENTURE S.C.A. a un capital social qui est fixé à EUR 7.747.737,- (sept millions sept cent quarante-sept mille sept cent trente-sept euros) représenté par:

- 7.612.392 (sept millions six cent douze mille trois cent quatre-vingt-douze) actions de commanditaires (les «Actions de Commanditaire»),

- 132.245 (cent trente-deux mille deux cent quarante-cinq) actions de commandité (les «Actions de Commandité»),

- 3.100 (trois mille cent) actions préférentielles (les «Actions Préférentielles»),

d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune (définies ci-après comme les "Actions"), entièrement souscrites et libérés, et détient l'intégralité du capital social de Luxco Properties 9 S.à r.l. et s'élevant à 12.500,- EUR (douze mille cinq cents euros) représenté par 500 (cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de 25,-EUR (vingt-cinq euros) chacune.

3) ALTERNATIVE PROPERTY INCOME VENTURE S.C.A. (la "Société Absorbante") entend fusionner conformément aux dispositions des articles 278 et 279 de la Loi et les textes subséquents, avec Luxco Properties 9 S.à r.l. (la "Société Absorbée" et, ensemble avec la Société Absorbante, les "Sociétés Fusionnantes") par absorption de cette dernière.

4) Aucune des Sociétés Fusionnantes n'a d'actionnaires titulaires de droits spéciaux ou détenteurs de titres autres que les actions.

5) Aucun avantage particulier n'a été attribué aux administrateurs, commissaires ou réviseurs des Sociétés Fusionnantes.

6) La date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée seront considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante est fixée au 1er Janvier 2013.

7) La fusion ne prend effet entre les parties qu'un mois après la publication du projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations conformément à l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales.

La fusion prendra effet à l'égard des tiers le jour de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du certificat constatant que les conditions de l'article 279 ou de l'article 281 sont remplies, conformément aux dispositions des articles 9 et 273 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

8) L'actionnaire de la Société Absorbante a le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du projet de fusion, de prendre connaissance au siège social, des documents indiqués à l'article 267 (1) a) b) et c) de la loi et il peut en obtenir une copie intégrale sans frais et sur simple demande.

9) L'actionnaire de la Société Absorbante, qui disposera de plus de 5% des actions du capital souscrit, a le droit de requérir, pendant le même délai, la convocation d'une assemblée générale appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion, laquelle assemblée doit alors être tenue dans le mois de la réquisition.

10) A défaut de réquisition d'une assemblée ou de rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive, comme indiqué ci-avant au point 7) et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la Loi, à l'exception du paragraphe (1) (b) de cet article.

11) La fusion s'effectuera sur base de la valeur comptable.

12) Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes de la Société Absorbée prennent fin à la date de la fusion et décharge pleine et entière est accordée aux organes de la Société Absorbée.

13) La Société Absorbante procèdera à toutes les formalités nécessaires ou utiles pour donner effet à la fusion et à la cession de tous les avoirs et obligations de la Société Absorbée vers la Société Absorbante.

14) Les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la Société Absorbante.

#### *Remises de titres*

Lors de la réalisation définitive de la fusion, la Société Absorbée remettra à la Société Absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats, archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments de droit apportés.

#### *Frais et Droits*

Les dépenses, frais, honoraires, rémunérations et charges de toutes espèces dus au titre de la fusion seront supportés par la Société Absorbante et sont estimés à environ mille euros (1.000,- EUR).

La Société Absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la Société Absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

Le notaire soussigné déclare attester, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi, de l'existence et de la légalité des actes et des formalités incombant aux Sociétés Fusionnantes ainsi que du présent projet de fusion.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivie d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la comparante connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte,

Signé: C. ALVES SILVA, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 novembre 2012. Relation: LAC/2012/53497. Reçu 12.-€ (douze Euros)

*Le Receveur (signé): Irène THILL.*

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations

Luxembourg, le 15 novembre 2012.

Paul DECKER.

Référence de publication: 2012149403/195.

(120197255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2012.

---

#### **UBP Multifunds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arfon.

R.C.S. Luxembourg B 86.602.

Il résulte de la résolution du Conseil d'administration prise par voie circulaire le 26 septembre 2012 que UBP MULTIFUNDS transfère son siège social du 18 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg au 287-289 route d'Arfon, L-1150 Luxembourg, avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 2012,

A la date du 1<sup>er</sup> octobre 2012, le Conseil d'administration est composé comme suit:

- Mr Pierre Berger, Administrateur et Président, demeurant professionnellement au 8, rue Robert Estienne à CH-1211 Genève.

- M. Daniel Van Hove, Administrateur, demeurant professionnellement au 370, route de Longwy à L-1940 Luxembourg.

- M. Christian Assel, Administrateur, demeurant professionnellement au 287-289, route d'Arfon à L-1150 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

*p.o. Le Conseil d'Administration*

Union Bancaire Privée (Luxembourg) S.A.

*Domiciliataire*

Référence de publication: 2012129794/20.

(120170627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2012.

---

**IS European Projects Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.  
R.C.S. Luxembourg B 127.030.

*Extrait des résolutions prises à l'associé unique de la société tenue en date du 1<sup>er</sup> octobre 2012 approuvant les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010*

Le mandat des gérants:

1. Monsieur Stephen LAWRENCE, demeurant actuellement 2, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg, gérant;
  2. Monsieur Pii KETVEL, demeurant actuellement 2, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg, gérant;
  3. Monsieur Bernd JANIETZ, demeurant actuellement 2, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg, gérant;
- est renouvelé jusqu'à l'issue de la prochaine assemblée générale ordinaire de la Société statuant sur les comptes clos en décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Référence de publication: 2012129490/18.

(120170920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2012.

**Vontobel Europe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1148 Luxembourg, 2-4, rue Jean l'Aveugle.  
R.C.S. Luxembourg B 78.142.

**AUSZUG**

Es wurde beschlossen, Herrn Patrick Thalmann mit beruflicher Adresse in 2-4, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg per 1. Oktober 2012 als Geschäftsführer zu ernennen und mit der täglichen Geschäftsführung zu beauftragen.

Weiter wird Kenntnis von der Kündigung von Herrn Roland Franz genommen, auf Grund deren dessen Mandat als Geschäftsführer per 1. Oktober 2012 annulliert wurde.

Es wird zur Kenntnis genommen, dass sich die berufliche Adresse von Frau Carmen Lehr analog zur Änderung des Firmensitzes zum 1.4.2012 wie folgt geändert: 2-4, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg.

Luxembourg, den 02.10.2012.

Vontobel Europe S.A.

Référence de publication: 2012130537/16.

(120172115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 octobre 2012.

**Participaciones Inversiones Portuarias (P.I.P.) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.  
R.C.S. Luxembourg B 104.789.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012131561/10.

(120173069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2012.

**Skype Technologies, Société Anonyme.**

Siège social: L-2165 Luxembourg, 23-29, Rives de Clausen.  
R.C.S. Luxembourg B 111.886.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 8 octobre 2012.

Référence de publication: 2012131693/11.

(120173039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2012.

**Victor Immo S.A., Société Anonyme.****Capital social: EUR 35.000,00.**

Siège social: L-5652 Mondorf-les-Bains, 1, rue Michel Rodange.  
R.C.S. Luxembourg B 118.468.

—  
*Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 mai 2011*

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale Extraordinaire des actionnaires, tenue en date du 9 mai 2011:

L'assemblée Générale Extraordinaire a décidé de renouveler le mandat d'administrateur et de délégué à la gestion journalière de Madame Magalie ASCOAT à compter de ce jour et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2014.

*Le Mandataire*

Référence de publication: 2012130542/14.

(120171564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 octobre 2012.

---

**Camuzzi International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 42.482.

—  
*Extrait de la résolution prise par le conseil d'administration en date du 19 octobre 2012*

Ayant été informé de la démission de Monsieur Rodolfo ZÜRCHER de sa fonction d'administrateur en date du 3 août 2012, les membres restants du conseil d'administration décident de pourvoir provisoirement à son remplacement, avec effet rétroactif au 3 août 2012, en cooptant Monsieur Maximiliano Alfredo GOBBO, demeurant à Haedo 186, San Isidro, Argentine, qui déclare accepter.

Monsieur Maximiliano Alfredo GOBBO terminera le mandat d'administrateur de Monsieur Rodolfo ZÜRCHER, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2011.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Référence de publication: 2012137804/16.

(120182640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2012.

---

**Comores Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.  
R.C.S. Luxembourg B 100.298.

—  
Les comptes annuels au 18 mai 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012139303/10.

(120184544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 octobre 2012.

---

**Emfasis Mailing & Billing I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 33.100,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 107.425.

—  
Par résolutions signées en date du 26 septembre 2012 les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Babette Chambre, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de gérant, avec effet au 26 septembre 2012 et pour une durée indéterminée

2. Acceptation de la démission de Jessie Da Silva, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet au 26 septembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2012.

Référence de publication: 2012139353/15.

(120183832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 octobre 2012.

---

**Composite S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 41.695.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012139304/10.

(120183630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 octobre 2012.

---

**Condor Trading S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.  
R.C.S. Luxembourg B 81.304.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 23 octobre 2012.

Référence de publication: 2012139305/10.

(120183706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 octobre 2012.

---

**Eich Immo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 159.839.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II  
L-1840 Luxembourg  
Signature

Référence de publication: 2012139366/13.

(120184351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 octobre 2012.

---

**EIM Participations Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1728 Luxembourg, 4, rue du Marché-aux-Herbes.  
R.C.S. Luxembourg B 52.297.

*Extrait sincère et conforme du procès-verbal des décisions prises par l'actionnaire unique à Luxembourg le 12 septembre 2012*

Il résulte dudit procès-verbal que Monsieur Alexandre KEUSSEOGLOU, administrateur de sociétés, demeurant 8 boulevard Princesse Charlotte, F-98000 Monaco, a été nommé comme nouvel administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Statutaire de 2013.

Luxembourg, le 12 septembre 2012.

*Pour EIM PARTICIPATIONS LUXEMBOURG S.A.*

Référence de publication: 2012139368/13.

(120183859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 octobre 2012.

---

**El Perini Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.  
R.C.S. Luxembourg B 74.630.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2012139369/10.

(120183883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 octobre 2012.

---

**El Perini Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 74.630.

Par décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration en date du 23 octobre 2012 ont été nommés, jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels clôturant au 31 décembre 2014.

- Luc BRAUN, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur, Administrateur-Délégué et Président;
- Jean-Marie POOS, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur et Administrateur-Délégué;
- FIDESCO S.A., 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur;

Conformément à l'article 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'assemblée a nommé comme représentante permanente de FIDESCO S.A., Madame Evelyne GUILLAUME 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg:

- EURAUDIT Sarl, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Commissaire.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2012139370/18.

(120184395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 octobre 2012.

**EMG Iron Ore HC Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 251.379.652,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 168.314.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note du changement de siège social de l'associé suivant:

McKenna &amp; Associates, LLC, 2000 Clarendon Boulevard, Suite 200, Arlington, VA 22201, Etats Unis d'Amérique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2012.

Stijn CURFS

Mandataire

Référence de publication: 2012139372/14.

(120184189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 octobre 2012.

**Enero Warehouse Leasing Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1475 Luxembourg, 37, rue du Saint Esprit.

R.C.S. Luxembourg B 136.254.

Les comptes annuels pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2011 au 31 mars 2012 ainsi que les documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 octobre 2012.

Référence de publication: 2012139373/11.

(120184230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 octobre 2012.

**Essential Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 64.426.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012139375/9.

(120184252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 octobre 2012.

**Ether, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 152.825.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012139377/9.

(120184144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 octobre 2012.

---

**Estation, Société Anonyme.**

Siège social: L-2611 Luxembourg, 51, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 104.917.

Les comptes annuels audités au 31/12/2010 de la société Estation S.A., Société anonyme de droit luxembourgeois, remplaçant la 1<sup>ère</sup> version déposée au 07/06/2011 et ayant numéro de dépôt initial L110087733, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012139376/11.

(120184054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 octobre 2012.

---

**Future Group Investments, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 152.094.

**EXTRAIT**

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance de la Société tenue le 29 août 2012, que:

- le siège social de la Société a été transféré au 51 Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, à compter du 29 août 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 octobre 2012.

Pour extrait sincère et conforme

Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012139398/16.

(120183915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 octobre 2012.

---

**FleetCor Luxembourg Holding2, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 143.775.650,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 121.980.

Il résulte de la résolution des associés de la Société en date du 1<sup>er</sup> septembre 2012 que Monsieur Alisher Ashurov a démissionné de sa position de gérant de type A de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2012.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est maintenant composé comme suit:

- Steven Pisciotta, comme gérant de type A; et
- Marcel Stephany, comme gérant de type B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 25 octobre 2012.

Référence de publication: 2012139395/15.

(120183997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 octobre 2012.

---